

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 796

10 août 2005

### SOMMAIRE

<b>Activest Investmentgesellschaft Luxembourg S.A., Luxembourg</b> .....	<b>38163</b>
<b>Atayo S.A., Luxembourg</b> .....	<b>38206</b>
<b>Brenntag-Interfer A.G., Munsbach</b> .....	<b>38162</b>
<b>DG Lux Multimanager I Sicav, Luxembourg-Strassen</b> .....	<b>38207</b>
<b>Eri Bancaire Luxembourg S.A., Luxembourg</b> .....	<b>38205</b>
<b>Fidelity Funds II Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>38187</b>
<b>Fidelity Funds II Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>38205</b>
<b>Fidelity Funds Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>38169</b>
<b>Fidelity Funds Sicav, Luxembourg</b> .....	<b>38187</b>
<b>Lacuna Sicav, Luxembourg-Strassen</b> .....	<b>38206</b>
<b>Merrill Lynch International Investment Funds, Sicav, Senningerberg</b> .....	<b>38208</b>
<b>MMB S.A., Luxembourg</b> .....	<b>38206</b>
<b>Osiris Patrimoine, S.à r.l., Luxembourg</b> .....	<b>38163</b>
<b>Osiris Patrimoine, S.à r.l., Luxembourg</b> .....	<b>38168</b>
<b>Société des Anciens Ateliers Nic. Olinger Participations S.A., Foetz</b> .....	<b>38162</b>
<b>Société des Anciens Ateliers Nic. Olinger S.A., Foetz</b> .....	<b>38162</b>
<b>Société Européenne de Banque S.A., Luxembourg</b> .....	<b>38161</b>
<b>StarPlus Sicav, Luxembourg-Strassen</b> .....	<b>38207</b>

### **SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BANQUE, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 13.859.

Les comptes annuels régulièrement approuvés, le rapport de gestion, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition d'affectation des résultats et l'affectation des résultats par rapport à l'exercice clos au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 6 avril 2005, réf. LSO-BD00872, ont été déposés dans le dossier de la société, le 15 avril 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

J. Delvaux

*Notaire*

(030984.3/208/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2005.

**BRENNTAG-INTERFER, Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-5365 Munsbach, 5, Parc d'Activités Syrdall.  
H. R. Luxemburg B 97.256.

*Auszug der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vom 25. Februar 2005*

Am 25. Februar 2005 hat die Hauptversammlung der Gesellschaft Herrn Robert Gay, mit beruflicher Adresse bei c/o BAIN CAPITAL Ltd., Devonshire House 6th flr., Mayfair Place, London W1J 8AJ, Vereinigtes Königreich, als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft abberufen bis zum 25. Februar 2005.

Seitdem setzt sich der Verwaltungsrat der Gesellschaft von folgenden Personen zusammen:

- Herrn Philip Loughlin, mit beruflicher Adresse bei c/o Bain Capital LLC, 111 Huntington Avenue, Boston, MA 02199-7615, U.S.A.;

- Herrn Marc Valentiny, mit beruflicher Adresse in bei c/o BAIN CAPITAL Ltd., Devonshire House 6th floor, Mayfair Place, London W1J 8AJ, Großbritannien;

- Herrn Paul Edgerley, wohnhaft in 119 Hyslop Road, Brookline, MA 02146, U.S.A.;

- Herrn Michel Plantevin, wohnhaft in 16 Belsize Crescent, London MW3 5QU, Großbritannien;

- Frau Ailbhe Jennings, wohnhaft in 17, rue du Verger, L-5372 Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg,

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 10. März 2005.

BRENNTAG-INTERFER

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 22 mars 2005, réf. LSO-BC04864. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(026379.3/250/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2005.

**SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC. OLINGER PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 11, rue du Commerce.

R. C. Luxemburg B 18.760.

**SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC. OLINGER S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 11, rue du Commerce.

R. C. Luxemburg B 51.910.

**PROJET DE FUSION**

Le présent projet de fusion a pour objet ce qui suit:

- Conformément aux articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, la société SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC OLINGER SA, avec siège à L-3895 Foetz, 11, rue du Commerce (ci-après «la Société Absorbée») fera apport de tous ses actifs et passifs à la société SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC. OLINGER PARTICIPATIONS S.A., avec siège à L-3895 Foetz, 11, rue du Commerce (ci-après «la Société Absorbante»).

- En échange de cet apport, la Société Absorbante augmentera son capital, qui est à l'heure actuelle de EUR 125.000,00 (cent vingt-cinq mille euros) représenté par 1.000 (mille) actions d'une valeur nominale de EUR 125,00 (cent vingt-cinq euros) chacune. Le rapport d'échange est déterminé sur base des valeurs d'actif net de chacune des 2 sociétés qui sont de EUR 766.727,61 (sept cent soixante-six mille sept cent vingt-sept euros virgule soixante et un cents) pour la Société Absorbante et de EUR 170.318,80 (cent soixante-dix mille trois cent dix-huit euros virgule quatre-vingts cents) pour la Société Absorbée. Le rapport d'échange a été par conséquent fixé à 1 (une) action nouvelle de la Société Absorbante pour 4,501721 actions de la Société Absorbée. Les actions nouvelles auront les mêmes droits et avantages que les actions existantes et seront attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée au prorata des actions qu'ils détiennent.

- Il résulte du rapport d'échange ci-dessus arrêté que les actionnaires de la Société Absorbée devraient recevoir, en échange des 1.000 (mille) actions composant le capital social de la Société Absorbée, 222,23 (deux cent vingt-deux virgule vingt-trois) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 125,00 (cent vingt-cinq euros) à créer par la société absorbante à titre d'augmentation de capital.

Pour des raisons pratiques, en rémunération de l'apport de l'actif net de la société SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC. OLINGER S.A. d'une valeur de EUR 170.318,80 (cent soixante-dix mille trois cent dix-huit euros virgule quatre-vingts cents) la Société Absorbante émettra 222 (deux cent vingt-deux) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 125,00 (cent vingt-cinq euros) chacune à laquelle s'ajoutera la création d'une prime de fusion de EUR 142.540,05 (cent quarante-deux mille cinq cent quarante euros virgule cinq cents) et une soulte à payer de EUR 28,75 (vingt-huit euros virgule soixante-quinze cents) en échange des anciennes actions de la société SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC. OLINGER S.A.

- Sur base de ce qui précède, l'augmentation de capital dont bénéficieront les actionnaires de la Société Absorbée s'élèvera donc à EUR 27.750,00 (vingt-sept mille sept cent cinquante euros) et correspondra à la création de 222 (deux cent vingt-deux) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 125,00 (cent vingt-cinq euros) qui seront attribuées dans les proportions sus-indiquées.

- Les 222 (deux cent vingt-deux) actions émises auront les mêmes droits et avantages que les 1.000 (mille) actions existantes et seront attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée au prorata des actions qu'ils détiennent. Elles donneront droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

- La Société Absorbée ne détient pas d'actions dans la Société Absorbante.

- La Société Absorbante ne détient pas d'actions dans la Société Absorbée.

Conformément à l'article 261 (2) de la loi précitée

\* tous les actifs et tous les passifs de la Société Absorbée seront considérés d'un point de vue comptable comme transférés à la Société Absorbante avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005 et tous les bénéfices faits et toutes les pertes encourues par la Société Absorbée après cette date seront réputés du point de vue comptable, comme faits et encourues au nom et pour compte de la Société Absorbante;

\* il n'y a pas de droits spéciaux accordés aux actionnaires de la Société Absorbée, ni de porteurs de titres autres que les actions, de sorte qu'aucune mesure n'a été proposée à leur égard;

\* aucun avantage particulier ne sera attribué aux experts au sens de l'article 266, aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.

- Conformément à l'article 266 de la loi précitée:

- Les conseils d'administration des sociétés SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC. OLINGER PARTICIPATIONS S.A. et SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC. OLINGER S.A. ont décidé d'introduire une requête auprès du magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale, afin que la société EWA REVISION S.A. établie à L-8080 Bertrange, 36, route de Longwy, agréée en tant que réviseur d'entreprises par le Ministère de la Justice, soit désignée comme seul expert indépendant pour établir le rapport relatif au projet de fusion, tel que spécifié à l'article 266 al. 2 de la même loi.

- Les assemblées générales extraordinaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, qui auront à approuver le projet de fusion, auront lieu immédiatement après l'expiration du délai d'un mois à partir de la publication du présent projet.

Foetz, le 29 juin 2005.

SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC. OLINGER PARTICIPATIONS S.A.

Signature

*Le conseil d'Administration*

SOCIETE DES ANCIENS ATELIERS NIC. OLINGER S.A.

Signature

*Le conseil d'Administration*

Enregistré à Diekirch, le 1<sup>er</sup> juillet 2005, réf. DSO-BG00025. – Reçu 18 euros.

*Le Receveur (signé): Signature.*

(058273.2//73) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2005.

### **ACTIVEST INVESTMENTGESELLSCHAFT LUXEMBOURG S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

H. R. Luxembourg B 29.979.

Der Änderungsbeschluss des Sonderreglements des Fonds ZEIT-WERTFONDS HVB, welcher von der ACTIVEST INVESTMENTGESELLSCHAFT LUXEMBOURG S.A. (ACTIVEST LUXEMBOURG) verwaltet wird und Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 unterliegt, eingetragen in Luxemburg unter der Referenz LSO-BG11880, wurde am 29. Juli 2005 am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations au Luxembourg, am 10. August 2005.

ACTIVEST INVESTMENTGESELLSCHAFT LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

*Ein Bevollmächtigter*

(067591.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2005.

### **OSIRIS PATRIMOINE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R. C. Luxembourg B 85.005.

In the year two thousand and five, on the sixteenth of June.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing at Mersh, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of OSIRIS PATRIMOINE, S.à.r.l. a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais, incorporated under the form of a société anonyme by deed enacted on December 3, 2001, registered at Luxembourg trade register section B n° 85.005, published in Mémorial C n° 538 of April 6, 2002, converted into a société à responsabilité limitée as amended respectively on November 27, 2002, and on August 3, 2004, before Maître Gérard Lecuit, notary residing at Luxembourg, published respectively in Mémorial C n° 117 of 5 February 2003 and in Mémorial C n° 1090 of 28 October 2004 (the «Company»).

The meeting is presided at 10.45 a.m. by Mr Frédéric Sicchia, bank employee, having its professional address at 16, boulevard Emmanuel Servais, L-2014 Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mr Jean-François Findling, lawyer, having its professional address at 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Ms Soledad Pascual, lawyer, having its professional address at 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the persons appearing at the meeting and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 50,000 (fifty thousand) shares, representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting is validly constituted and can validly deliberate and resolve on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

- 1.- Waiving of convening notice;
- 2.- Reclassification of the 50,000 (fifty thousand) existing shares representing the subscribed capital of EUR 5,000,000.- (five million Euro) into 41,338 class A shares, and into 8,662 class B shares, the subscribed capital remaining unchanged;
- 3.- Determination of the rights and obligations attached to the new class A and B shares;
- 4.- Amendment of articles six, eight and sixteen of the articles of association of the Company in accordance with the above resolutions;
- 5.- Allocation of the reclassified shares to the current shareholders of the Company;
- 6.- Miscellaneous.

After the foregoing was approved unanimously by the shareholders, the following resolutions have been taken:

#### *First resolution*

It is unanimously resolved that the shareholders waive their right to convening notice which should have been sent to them prior to the holding of the present meeting and the shareholders acknowledge being sufficiently informed on the agenda and consider themselves validly convened and therefore agree to resolve upon all the items of the Agenda.

#### *Second resolution*

It is unanimously resolved to reclassify the 50,000 (fifty thousand) existing shares representing the subscribed capital of EUR 5,000,000.- (five million Euro) into 41,338 (forty-one thousand three hundred thirty-eight) class A shares (the «A Shares») and into 8,662 (eight thousand six hundred sixty-two) class B shares (the «B Shares»), together with the class A shares the «Classes of Shares» or the «Reclassified Shares»), the subscribed capital remaining unchanged.

#### *Third resolution*

It is unanimously resolved to determine the rights and obligations of the Classes of Shares, as set out hereafter.

1. Each share, whatever its class, confers one identical voting right in the ordinary and extraordinary general meetings.  
2. The Classes of Shares shall have the same financial rights in particular with respect to the rights to dividends and in case of liquidation.

3. A Shares shall confer to their holder(s) (the «A Shareholder(s)») an option of redemption as set out hereafter:

Any A Shareholder may decide to exercise an option of redemption upon the A Shares it holds, provided that this option covers the totality of the A Shares that this A Shareholder holds (the «Option»).

The Option is valid and may be exercised only before the 12th September 2007 by giving notice in writing to the board of managers of the Company of its option (the «Notice»).

The redemption shall take effect at an extraordinary general meeting of the shareholder(s) of the Company to be held at the latest within 15 days following receipt of the Notice (the «Meeting»). The Meeting shall immediately after the redemption, resolve to cancel the shares by reduction of the share capital by a unanimous resolution of the shareholders.

Upon redemption, the redemption price per A Share will be equal to the sum of:

$$\begin{aligned} & \text{the Nominal Value of the A Share} \\ & + \\ & \text{the Company's Participation Gains divided by the number of A Shares} \\ & \text{issued by the Company at the time of the redemption} \end{aligned}$$

Where:

- the Nominal Value means the nominal value of the A Shares at the particular time of the redemption (the «Nominal Value»);

- the Company's Participation Gains means the totality of the gains realized by the Company, within the period starting from the first day of the financial year during which the Option is exercised and ending on the day of reception of the Notice, upon disposal of the shares it holds in the share capital of LA SOCIETE DE LA TOUR EIFFEL, a company incorporated under French law, having its registered office at 20-22 rue de la Ville l'Evêque, F-75008, Paris (the 'Participation'), calculated in accordance with Luxembourg General Accounting Accepted Principles; provided that the Company's Participation Gains may not exceed the total profits made until redemption since the end of the last financial year, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for distribution, less losses carried forward and

any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of the Articles of Association, according to an interim balance-sheet of the Company drawn up by the managers at least twenty days before the date of the redemption.

4. B Shares shall only be redeemable by the Company, after redemption of all of the A shares, as set out thereafter.

The redemption of some part or the totality of B Shares shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s), representing the entirety of the subscribed capital of the Company.

If the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable amounts within the meaning of article 72-1 of the law of the 10th August 1915, as amended, relating to the commercial companies (the «Company Law») are available as regards the excess redemption price.

Such redeemed B shares shall be immediately cancelled by reduction of the share capital.

#### *Fourth resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, it is unanimously resolved to amend articles 6, 8 and 16 of the articles of association of the Company (the «Articles of Association») to read as follows:

«**Art. 6.** The company's capital is set at five million Euro (EUR 5,000,000) represented by (i) 41,338 (forty-one thousand three hundred thirty-eight) class A shares (the «A Shares») and (ii) 8,662 (eight thousand six hundred sixty-two) class B shares (the «B Shares»), (the B Shares together with the A Shares the «Classes of Shares»), of a nominal value of EUR 100 (one hundred Euro) each.

Each share, whatever its class, confers one identical voting right in the ordinary and extraordinary general meetings.

A Shares shall confer to their holder(s) (the «A Shareholder(s)») an option of redemption as set out hereafter:

Any A Shareholder may decide to exercise an option of redemption upon the A Shares he holds, this option may not cover part only of these A Shares, but the totality of the A Shares that this A Shareholder holds (the «Option»).

The Option is valid and may be exercised only before the 12th September 2007 by giving notice in writing to the board of managers of the Company of its option (the «Notice»).

The redemption shall take effect at an extraordinary general meeting of the shareholder(s) of the Company to be held at the latest within 15 days following receipt of the Notice (the «Meeting»). The Meeting shall immediately after the redemption, resolve to cancel the shares by reduction of the share capital by an unanimous resolution of the shareholders.

Upon redemption, the redemption price per A Share will be equal to the sum of:

the Nominal Value of the A Share

+

the Company's Participation Gains divided by the number of A Shares  
issued by the Company at the time of the redemption

Where:

- The Nominal Value means the nominal value of the A Shares at the particular time of the redemption (the «Nominal Value»);

- the Company's Participation Gains means the totality of the gains realized by the Company, within the period starting from the first day of the financial year during which the Option is exercised and ending on the day of reception of the Notice, upon disposal of the shares it holds in the share capital of LA SOCIETE DE LA TOUR EIFFEL, a company incorporated under French law, having its registered office at 20-22 rue de la Ville l'Evêque, F-75008, Paris (the «Participation»), calculated in accordance with Luxembourg General Accounting Accepted Principles; provided that the Company's Participation Gains may not exceed the total profits made until redemption since the end of the last financial year, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for distribution, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of the Articles of Association, according to an interim balance-sheet of the Company drawn up by the managers at least twenty days before the date of the redemption.

B Shares shall only be redeemable, after redemption of all of the A Shares, as set out thereafter.

The redemption of some part or the totality of B Shares shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s), representing the entirety of the subscribed capital of the company.

If the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable amounts within the meaning of article 72-1 of the law of the 10th August 1915, as amended, relating to the commercial companies (the «Company Law») are available as regards the excess redemption price.

Such redeemed B shares shall be cancelled immediately by reduction of the share capital.»

«**Art. 8.** Without prejudice of article six, each share whatever its class, shall have the same financial rights in particular with respect to the rights to dividends and in case of liquidation.»

«**Art. 16.** Each shareholder can participate to the collective decisions, whatever the number and the class of the shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.»

#### *Fifth resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, it is resolved to approve the allocation of the Reclassified Shares to the current shareholders of the Company as follows:

- SREP (FRANCE), S.à r.l.: 41,338 A shares and 867 B shares; and

- FRANEDO HOLDING B.V.: 7,795 B shares



It is noted that this allocation has been made on the same prorata as the one currently existing.

*Estimate of Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with these amendments of its Articles of Association, have been estimated at about one thousand Euro (1,000.- EUR).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned at 11 a.m.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed in English is followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and French and text, the English version will prevail.

**Suit la traduction française:**

L'an deux mille cinq, le seize juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché du Luxembourg.

Se réunit une Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société OSIRIS PATRIMOINE, S.à.r.l. une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais, constituée sous la forme de société anonyme suivant acte effectué le 3 décembre 2001, enregistré au registre du commerce et des Sociétés du Luxembourg section B numéro 85.005, publié au Mémorial C numéro 538 au 6 avril 2002, transformée en société à responsabilité limitée tel que modifié le 27 novembre 2002 et le 3 août 2004, par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Luxembourg, publié respectivement au Mémorial C n° 117 du 5 février 2003 et au Mémorial C n° 1090 du 28 octobre 2004 (la «Société»).

L'assemblée est présidée à 10.45 heures par Monsieur Frédéric Sicchia, employé de banque, demeurant professionnellement au 16, boulevard Emmanuel Servais, L-2014 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-François Findling, juriste, demeurant professionnellement au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Mademoiselle Soledad Pascual juriste, demeurant professionnellement au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont inscrits sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci- annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. Il ressort de la liste de présence que les 50.000 (cinquante mille) parts sociales, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée est valablement constituée et peut valablement délibérer et se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

- 1- Renonciation au droit de convocation;
- 2- Reclassification des 50.000 (cinquante mille) parts sociales existantes représentant le capital souscrit de EUR 5.000.000.-(cinq millions d'euros) en deux catégories de parts sociales, d'une part 41.338 parts sociales de catégorie A, et 8.662 parts sociales de catégorie B, le capital souscrit restant inchangé;
- 3- Détermination des droits et obligations attachés aux nouvelles catégories de parts sociales A et B;
- 4- Modification des articles six, huit et seize des statuts de la Société, en conformité aux résolutions ci-dessus évoquées;
- 5- Répartition des parts sociales reclassées en fonction des associés actuels de la société;
- 6- Divers.

Suite à l'accord unanime de ce qui précède par les associés, les résolutions suivantes ont été prises.

*Première résolution*

Il est unanimement décidé que les associés renoncent à leur droit de recevoir la convocation qui doit leur être envoyée avant la tenue de la présente assemblée et les associés reconnaissent avoir suffisamment été informés de l'ordre du jour, et considèrent la convocation valide et ainsi consentent à se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour.

*Deuxième résolution*

Il est unanimement décidé de reclasser les 50.000 (cinquante mille) parts sociales existantes représentant le capital souscrit de EUR 5.000.000.-(cinq millions d'euros) en 41.338 (quarante et un mille trois cent trente-huit) parts sociales de catégorie A («Parts Sociales de Catégorie A») et 8.662 (huit mille six cent soixante-deux) parts sociales de catégorie B («Parts Sociales de Catégorie B»), ces deux classes ensemble constituant les «Catégories de Parts Sociales» ou les «Parts Sociales Reclassées», le capital souscrit restant inchangé.

*Troisième résolution*

Il est unanimement décidé de déterminer les droits et obligations des catégories de parts sociales, comme prévu ci-après.

1. Chaque part sociale, peu importe sa catégorie, confère un droit de vote identique dans les assemblées ordinaires et extraordinaires.

2. Les Catégories de Parts Sociales devront avoir les mêmes droits financiers, notamment en ce qui concerne le droit aux dividendes, ainsi qu'en cas de liquidation de la Société.

3. Les Parts Sociales de Catégorie A confère à son/ses titulaire(s) (le/les «Associé(s) de Catégorie A»), une possibilité de rachat comme prévu ci- après:

Tout Associé de Catégorie A peut décider d'exercer une option de rachat sur ses Parts Sociales de Catégorie A, à condition que l'option couvre la totalité des Parts Sociales de Catégorie A que celui-ci détient (l' «Option»).

L'Option est valable et peut être exercée seulement avant le 12 septembre 2007, en envoyant une notification écrite au conseil de gérance de la Société (la «Notification»).

Le rachat devra prendre effet d'une assemblée générale extraordinaire de/des associé(s) de la Société qui devra se tenir au plus tard dans les 15 jours qui suivent la réception de la Notification (l' «Assemblée»). L'Assemblée devra, immédiatement après le rachat, opérer l'annulation des parts sociales par réduction du capital social décidée à l'unanimité des associés.

En ce qui concerne l'opération de rachat, le prix de rachat par Part Sociale de Catégorie A sera égal à la somme de:  
la Valeur Nominale des Parts Sociales de Catégorie A

+

les Plus Values de Participation de la Société divisées par le nombre de Parts Sociales de Catégorie A émises par la Société au moment du rachat

A cet effet:

- la Valeur Nominale signifie la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A au moment précis du rachat (la «Valeur Nominale»);

- les Plus Values de Participation de la Société signifient la totalité des plus values réalisées par la Société, durant la période débutant le premier jour de l'exercice social au cours duquel l'Option est exercée et s'achevant le jour de la réception de la Notification, lors de la cession des parts sociales qu'elle possède dans le capital social de LA SOCIETE DE LA TOUR EIFFEL, une société constituée sous le droit français, ayant son siège social au 20-22 rue de la ville l'Evêque, F-75008, Paris (la «Participation», calculée en conformité avec les Principes Généraux Acceptés de Comptabilité du Luxembourg; sous réserve du fait que les Plus Values de Participation de la Société ne doivent pas excéder les profits totaux effectués jusqu'au rachat depuis la fin du dernier exercice social, plus tous profits reportés ou sommes tirées des réserves distribuables, après soustraction des pertes reportées ainsi que toutes sommes à placer en réserve eu égard aux dispositions légales ou aux Statuts, d'après un bilan provisoire de la Société dressé par les gérants au moins vingt jours avant la date du rachat.

4. Les Parts Sociales de Catégorie B ne sont rachetables par la Société qu'après le rachat de la totalité des Parts Sociales de Catégorie A comme prévu ci- après.

Le rachat d'une partie ou de la totalité des Parts Sociales de Catégorie B devra être effectué par résolution unanime de l'assemblée extraordinaire des associés, représentant la totalité du capital social souscrit.

Si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales qui doivent être rachetées, le rachat ne pourra être décidé qu'à condition qu'un montant distribuable suffisant dans le sens de l'article 72-1 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, relative aux sociétés commerciales (la «Loi des Sociétés Commerciales») soit disponible en ce qui concerne le dépassement du prix de rachat.

Ces Parts Sociales de Catégorie B une fois rachetées devront être immédiatement annulées par réduction du capital social.

#### Quatrième résolution

En conséquence des résolutions ci- dessus énoncées, il est décidé à l'unanimité de modifier les articles 6, 8 et 16 des statuts de la société (les «Statuts») comme suit:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à cinq millions d'euros (5.000.000 EUR) représenté par (i) 41.338 (quarante et un mille trois cent trente-huit) parts sociales de catégorie A («Parts Sociales de Catégorie A») et (ii) 8.662 (huit mille six cent soixante-deux) parts sociales de catégorie B («Parts Sociales de Catégorie B») (les Parts Sociales de catégorie B, ensemble avec les Parts Sociales de catégorie A, les «Catégories de Parts Sociales»), d'une valeur nominale de 100 euros (cent euros) chacune.

Chaque part sociale, sans préjudice de sa catégorie, confère un droit identique tant en assemblée générale ordinaire qu'en assemblée générale extraordinaire.

Les Parts Sociales de Catégorie A confère à son/ses titulaire(s) (le/les «Associé(s) de Catégorie A»), une possibilité de rachat comme prévu ci- après:

Tout Associé de Catégorie A peut décider d'exercer une option de rachat sur ses Parts Sociales de Catégorie A, à condition que l'option couvre la totalité des Parts Sociales de Catégorie A que celui-ci détient (l' «Option»).

L'Option est valable et peut être exercée seulement avant le 12 septembre 2007, en envoyant une notification écrite au conseil de gérance de la Société (la «Notification»).

Le rachat devra prendre effet d'une assemblée générale extraordinaire de/des associé(s) de la Société qui devra se tenir au plus tard dans les 15 jours qui suivent la réception de la Notification (l' «Assemblée»). L'Assemblée devra, immédiatement après le rachat, opérer l'annulation des parts sociales par réduction du capital social décidé à l'unanimité des associés.

En ce qui concerne l'opération de rachat, le prix de rachat par Part Sociale de Catégorie A sera égal à la somme de:  
la Valeur Nominale des Parts Sociales de Catégorie A

+

les Plus Values de Participation de la Société divisées par le nombre de Parts Sociales de Catégorie A émises par la Société au moment du rachat

A cet effet:

- la Valeur Nominale signifie la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A au moment précis du rachat (la «Valeur Nominale»);

- les Plus Values de Participation de la Société signifient la totalité des plus values réalisées par la Société, durant la période débutant le premier jour de l'exercice social au cours duquel l'Option est exercée et s'achevant le jour de la réception de la Notification, lors de la cession des parts sociales qu'elle possède dans le capital social de LA SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL, une société constituée sous le droit français, ayant son siège social au 20-22 rue de la ville l'Evêque, F-75008, Paris (la «Participation», calculée en conformité avec les Principes Généraux Acceptés de Comptabilité du Luxembourg; sous réserve du fait que les Plus Values de Participation de la Société ne doivent pas excéder les profits totaux effectués jusqu'au rachat depuis la fin du dernier exercice social, plus tous profits reportés ou sommes tirées des réserves distribuables, après soustraction des pertes reportées ainsi que toutes sommes à placer en réserve eu égard aux dispositions légales ou aux Statuts, d'après un bilan provisoire de la Société dressé par les gérants au moins vingt jours avant la date du rachat.

4. Les Parts Sociales de Catégorie B ne sont rachetables par la Société qu'après le rachat de la totalité des Parts Sociales de Catégorie A comme prévu ci-après.

Le rachat d'une partie ou de la totalité des Parts Sociales de Catégorie B devra être effectué par résolution unanime de l'assemblée extraordinaire des associés, représentant la totalité du capital social souscrit.

Si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales qui doivent être rachetées, le rachat ne pourra être décidé qu'à condition qu'un montant distribuable suffisant dans le sens de l'article 72-1 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, relative aux sociétés commerciales (la «Loi des Sociétés Commerciales») soit disponible en ce qui concerne le dépassement du prix de rachat.

Ces Parts Sociales de Catégorie B une fois rachetées devront être immédiatement annulées par réduction du capital social.»

«**Art. 8.** Sans préjudice de l'article six, chaque part sociale, sans préjudice de la catégorie à laquelle elle appartient, devra avoir les mêmes droits financiers, notamment en ce qui concerne le droit aux dividendes, ainsi qu'en cas de liquidation de la Société.»

«**Art. 16.** Chaque associé a le droit de participer à la prise des décisions collectives, sans préjudice du nombre ou de la catégorie des parts sociales qu'il possède. Chaque associé dispose d'un droit de vote proportionnel au nombre de parts sociales qu'il possède.»

#### *Cinquième Décision*

Eu égard aux résolutions précédentes, il est décidé d'approuver la répartition des Parts Sociales Reclassees aux associés actuels de la Société comme suit:

- SREP(FRANCE), S.à.r.l: 41.338 parts sociales de catégorie A et 867 parts sociales de catégorie B; et
- FRANEDO HOLDING B.V.: 7.795 parts sociales de catégorie B.

Il est à noter que cette répartition a été faite en tenant compte du prorata actuel.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que se soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la modification des statuts, ont été évalués à environ mille euros (1.000.- EUR). Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11 heures.

Dont acte, fait et à passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signés avec Nous, notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: F. Sicchia, J-F. Findling, S. Pascual, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 20 juin 2005, vol. 432, fol. 3, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 11 juillet 2005

H. Hellinckx.

(069634.3/242/317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2005.

#### **OSIRIS PATRIMOINE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R. C. Luxembourg B 85.005.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 11 juillet 2005.

H. Hellinckx.

(069640.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2005.



**FIDELITY FUNDS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1021 Luxembourg, place de l'Etoile.  
R. C. Luxembourg B 34.036.

In the year two thousand and five, on the third of August.

Before Us Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the Corporation established in Luxembourg under the denomination of FIDELITY FUNDS, R.C.S. Luxembourg B 34.036, having its registered office in Luxembourg, incorporated as a société d'investissement à capital variable, pursuant to a deed passed before Maître Camille Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on June 15, 1990.

The Articles of Incorporation have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 289 of August 21, 1990.

The Articles of Incorporation have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary dated November 15, 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 1665 of November 20, 2002.

The meeting begins at 9.30 a.m., Mr Henk Van Eldik, Director, residing in Mamer, Grand Duchy of Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Miss Nicola Phillips, private employee, residing in Keispelt, Grand Duchy of Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Claude Hellers, Director, residing in Wormeldange, Grand Duchy of Luxembourg.

The Chairman then states:

I.- That a first extraordinary general meeting of the Company was held on 29 June, 2005 to deliberate on the same agenda as hereinafter reproduced. Only 98,824,393 shares out of the 7,027,499,686.31 shares of no par value outstanding on June 29, 2005 being represented at the said meeting, said meeting was adjourned and it was decided to reconvene on this day.

II.- That the present extraordinary general meeting has been duly convened by notices containing the agenda of the meeting published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association Number 639 of 1 July, 2005 and Number 708 of 18 July, 2005, as well as in the Luxemburger Wort and Tageblatt of 1 July 2005 and 18 July, 2005. The related copies of the said publications are deposited on the desk of the bureau of the meeting.

III.- That the agenda of the meeting is worded as follows:

1. Amend Article 3 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The exclusive object of the Corporation is to invest the funds available to it in securities of all types, money market instruments, derivative instruments, cash and cash equivalents as well as other assets permitted by law with the purpose of spreading investment risk and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Corporation may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purposes to the fullest extent permitted by the law of 20th December 2002 on undertakings for collective investment (the «Law».)»

2. Amend the second sentence of Article 4 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad...»

3. Amend the second paragraph of Article 5 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in United States dollars of 1,250,000.- euro.»

4. Delete paragraph 11 of Article 5 of the Articles of Incorporation.

5. Amend the current paragraph 16 of Article 5 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... and other instruments of transfer satisfactory to the Corporation on the basis of which the Corporation may record the transfer in the Register of Shareholders or by written declaration of transfer recorded in the Register of Shareholders...»

6. Addition of the following sentence at the beginning of the current paragraph 17 of Article 5 of the current Articles of Incorporation:

«The Corporation only recognises one single owner per share.»

7. Amend the first paragraph of Article 7 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... if in the opinion of the Corporation such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of the shareholders thereof or of any class thereof, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof it may have adverse regulatory, tax or fiscal consequences, and in particular if the Corporation may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg...»

8. Amend paragraph 2 of Article 7 D (1) of the Articles of Incorporation so as to read:

«... addressed to such shareholder at their last address known to or appearing in the Register of Shareholders of the Corporation...»

9. Amend Article 8 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Whenever used in these Articles the term «U.S. person» means:

(a) a citizen or resident of the United States of America;

(b) a partnership, corporation, limited liability company or similar entity, organised or incorporated under the laws of the United States of America, or an entity taxed as such or subject to filing a tax return as such under the United States federal income tax laws;

(c) any estate or trust the executor, administrator or trustee of which is a US Person unless, in the case of trusts of which any professional fiduciary acting as trustee is a US Person, a trustee who is not a US Person has sole or shared

investment discretion with respect of trust assets and no beneficiary of the trust (and no settler if the trust is revocable) is a US Person;

(d) any estate or trust the income of which from sources without the United States of America is includible in gross income for purposes of computing United States income tax payable by it;

(e) any agency or branch of a foreign entity located in the United States of America;

(f) any discretionary account or non-discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary located within or outside the United States of America for the benefit or account of a US Person;

(g) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary organised, incorporated or (if an individual) resident in the United States of America, except that any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held for the benefit or account of a non-US Person by a dealer or other professional fiduciary organised, incorporated (or if an individual) resident in the United States of America shall not be deemed a US Person;

(h) any firm, corporation or other entity, regardless of citizenship, domicile, status or residence if, under the income tax laws of the United States of America from time to time in effect, any proportion of the income thereof would be taxable to a US Person even if not distributed, other than a passive foreign investment company;

(i) any partnership, corporation or other entity if (A) organised or incorporated under the laws of any foreign jurisdiction; and (B) owned or formed by a US Person or Persons principally for the purpose of investing in securities not registered under the US Securities Act of 1933 (including but not limited to Shares of the Fund);

(j) any employee benefit plan unless such employee benefit plan is established and administered in accordance with the law of a country other than the United States of America and customary practices and documentation of such country and is maintained primarily for the benefit of persons substantially all of whom are non-resident aliens with respect to the United States of America; and

(k) any other person or entity whose ownership of Shares or solicitation for ownership of Shares in Fidelity Investments Institutional Services Company Inc., Fidelity Distributors International Limited or the Fund, acting through their Officers or Directors, shall determine may violate any securities law of the United States of America or any state or other jurisdiction thereof.

US Person shall not include an Eligible Investor or any person or entity, notwithstanding the fact that such person or entity may come within any of the categories referred to above, as to whom Fidelity Distributors International Limited or the Fund, acting through their Officers or Directors, shall determine that ownership of Shares or solicitation for ownership of Shares shall not violate any securities law of the United States of America or any state or other jurisdiction thereof.

As used herein, United States of America includes its states, commonwealths, territories, possessions and the District of Columbia.

Whenever used in these Articles, «three percent owner» means any person, firm or corporate body which as a legal or beneficial holder owns more than three percent of the number of shares of the Corporation from time to time outstanding.

Three percent owner as used herein shall not include any subscriber to shares of the Corporation issued in connection with organisation of the Corporation while such subscriber holds such shares or any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Corporation.»

10. Amend paragraph 4 of Article 10 of the Articles of Incorporation so as to read:

«If bearer shares are in issue, notice of meeting of shareholders will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in a Luxembourg newspaper ... sent to the holders of nominative shares eight days prior to the meeting...»

11. Amend the first sentence of paragraph 4 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors from time to time shall appoint the officers and the Managing Directors of the Corporation...»

12. Amend paragraph 5 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, fax or by any other electronic means ... This notice may be waived by the consent in writing by telegram, telex, fax or by any other electronic means of each director...»

13. Amend paragraph 6 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... which appointment shall be in writing or in the form of a telegram or telex or fax or by any other electronic means. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference or video means and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.»

14. Amend Article 15 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation. The Board of Directors shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation's assets, in accordance with Part I of the Law including, without limitation, restrictions in respect of:

a) the borrowings of the Corporation and the pledging of its assets; and

b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made (i) in transferable securities/ money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law; (ii) in transferable se-

curities/money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public; (iii) in transferable securities/money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Australia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another market that is regulated, in the countries referred to above, provided that such market operates regularly and is recognised and open to the public; (iv) in recently issued transferable securities/money market instruments provided the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue; and (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and as disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors of the Corporation may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of the Corporation in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation, or public international bodies of which one or more of such Member States of the European Union are members, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of the Corporation's total net assets.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation's assets being made with the aim to replicate certain stock indices or bond indices, provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in any appropriate manner.

The Corporation will not invest more than 10% of its net assets in units of undertakings for collective investment as defined in the Law.

When investments of the Corporation are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of unitholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law do not apply.»

15. Replacement of the words of «law of thirtieth March one thousand nine hundred and eighty eight regarding collective investment undertakings» with «Law» in the first paragraph of Article 20 of the Articles of Incorporation.

16. Delete the words «with or without cause» from the end of the second paragraph of Article 20 of the Articles of Incorporation.

17. Amend the third sentence of the second paragraph of Article 21 of the Articles of incorporation so as to read:  
«Shares of the capital of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.»

18. Delete the words «(such fee and estimate not to exceed one percent of such Net Asset Value)» from the end of the second sentence of the third paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation.

19. Replace the final paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation in its entirety with the following:

«Further, redemption requests may be deferred under certain circumstances and within certain thresholds as detailed in the sales documents.»

20. Insert the following paragraph after the current final paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation:

«In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents. Such dilution levy should not exceed 5% of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.»

21. Insert the following paragraph at the end of Article 21 of the Articles of Incorporation:

«There may be deducted from the Net Asset Value a fee payable to the Corporation with a maximum of 2%.»

22. Delete the words «, unless all such shareholders and their addresses are known to the Corporation» from the end of the second paragraph of Article 21.bis of the Articles of Incorporation.

23. Insert the following paragraph after paragraph nine of Article 22 of the Articles of Incorporation:

«(g) in the event of the convening of an extraordinary general meeting of the shareholders for the purpose of winding up the Corporation as from the time of such convening.»

24. Amend the last sentence of Section B (ii) of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«...securities are to be valued at fair market value in the opinion of the Corporation.»

25. Insert the following sentence after Section B (vi) of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«The Board of Directors is authorised to apply other appropriate valuation principles for the assets of the Corporation if the aforesaid valuation methods may not be applied or are inappropriate due to extraordinary circumstances or events.»

26. Amend the last paragraph of Article 22 Section C, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation so as to read:

«...any paying agent and permanent representatives in places of registration, directors, managing directors and officers, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, insurance, promotional, printing,

reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, preparing and filing of Articles of Incorporation...»

27. Insert the following paragraph at the end of section G of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«The Net Asset Value may be adjusted as the Board of Directors may deem appropriate to reflect inter alia any dealing charges, including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholder transactions.»

28. Amend the first sentence of Article 22.bis of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors may decide that all or any part of the pool or pools of assets established for any class of shares referred to in section F. of Article twenty-two (hereafter referred to as «Participating Fund») will be managed on a pooled basis together with all or part of the pool or pools of assets established for another class of shares of the Corporation or for another Luxembourg collective investment scheme where it is appropriate ...»

29. Insert the following paragraph at the end of Article 23 of the Articles of Incorporation:

«In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents. Such dilution levy should not exceed 5% of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase requests.»

30. Delete the words «and for the first time on the 30th day of April 1991» from the first paragraph of Article 25 of the Articles of Incorporation.

31. Amend Article 27 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Corporation shall enter into an investment management agreement with an entity of the Fidelity group (the «Fidelity Entity»), under which agreement such Fidelity Entity will advise upon and manage the portfolio investments of the Corporation.

In the event of the non-conclusion or the termination of the investment management agreement in any manner whatsoever, the Corporation will at the request of the relevant Fidelity Entity change its name forthwith to a name not resembling the one specified in Article one hereof, specifically not including the word «Fidelity» or any similar word in any part thereof.

The investment management agreement shall contain provisions governing its amendment and termination.

This Article twenty-seven may not be amended or repealed, except by the affirmative vote of the holders of not less than two-thirds (2/3) of the shares of the Corporation present or represented at a shareholders' meeting called for such purpose at which the holders of not less than two-thirds (2/3) of the outstanding shares of the Corporation are present or represented and voting.

The management fee payable to the investment manager in respect of its services shall not, in respect of each separate pool of assets, exceed the rate specified in the sales documents of the Corporation applicable to the average of the Net Asset Value of the relevant pool of assets. Any increase of the management fee within the limits specified herein shall become effective only upon three months' notice given in writing to all registered shareholders.

The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the Law (the «Custodian») who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by the Law. All securities and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian agreement.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the Directors shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

If any cash forming part of the assets of the Corporation is deposited with any investment manager...»

32. Amend Article 30 of the Articles of Incorporation so as to read:

«All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on Commercial Companies and amendments thereto, as well as the Law.»

33. Consideration of such other business as may properly come before the meeting.

IV.- That the shareholders present or represented as well as the shares held by them are shown on an attendance list set up and certified by the members of the bureau which, after signature ne varietur by the shareholders present, the proxy holders of the shareholders represented and the bureau of the meeting, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

V.- That it results from that list that out of 7,126,429,977.93 shares of no par value outstanding on August 3, 2005, 437,481,507 shares are duly represented at this meeting. Pursuant to article 67-1 (2) of the Law of August 10, 1915, on commercial companies, the meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the items of the agenda of the meeting, hereinafter reproduced, notwithstanding the number of shares present or represented.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting, after deliberation, passed the following resolutions.

*First resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 3 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The exclusive object of the Corporation is to invest the funds available to it in securities of all types, money market instruments, derivative instruments, cash and cash equivalents as well as other assets permitted by law with the purpose of spreading investment risk and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Corporation may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purposes to the fullest extent permitted by the law of 20th December 2002 on undertakings for collective investment (the «Law».)»

The present resolution is passed by 368,201,448 votes in favour, 27,161,485 votes against and 42,118,552 abstentions.

*Second resolution*

The General Meeting resolves to amend the second sentence of Article 4 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad ...»

The present resolution is passed by 394,065,399 votes in favour, 1,213,651 votes against and 42,163,255 abstentions.

*Third resolution*

The General Meeting resolves to amend the second paragraph of Article 5 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in United States dollars of 1,250,000 euro.»

The present resolution is passed by 362,948,078 votes in favour, 32,245,097 votes against and 42,287,772 abstentions.

*Fourth resolution*

The General Meeting resolves to delete paragraph 11 of Article 5 of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 389,001,602 votes in favour, 6,016,578 votes against and 42,423,638 abstentions.

*Fifth resolution*

The General Meeting resolves to amend the current paragraph 16 of Article 5 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... and other instruments of transfer satisfactory to the Corporation on the basis of which the Corporation may record the transfer in the Register of Shareholders or by written declaration of transfer recorded in the Register of Shareholders ...»

The present resolution is passed by 393,635,529 votes in favour, 1,444,472 votes against and 42,361,228 abstentions.

*Sixth resolution*

The General Meeting resolves to add the following sentence at the beginning of the current paragraph 17 of Article 5 of the current Articles of Incorporation:

«The Corporation only recognises one single owner per share.»

The present resolution is passed by 388,326,739 votes in favour, 6,743,601 votes against and 42,372,055 abstentions.

*Seventh resolution*

The General Meeting resolves to amend the first paragraph of Article 7 of the Articles of Incorporation so as to read:  
«... if in the opinion of the Corporation such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of the shareholders thereof or of any class thereof, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof it may have adverse regulatory, tax or fiscal consequences, and in particular if the Corporation may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg ...»

The present resolution is passed by 389,168,091 votes in favour, 5,928,296 votes against and 42,346,008 abstentions.

*Eighth resolution*

The General Meeting resolves to amend paragraph 2 of Article 7 D (1) of the Articles of Incorporation so as to read:  
«... addressed to such shareholder at their last address known to or appearing in the Register of Shareholders of the Corporation....»

The present resolution is passed by 412,454,298 votes in favour, 747,171 votes against and 24,239,972 abstentions.

*Ninth resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 8 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Whenever used in these Articles the term «U.S. person» means:

- (a) a citizen or resident of the United States of America;
- (b) a partnership, corporation, limited liability company or similar entity, organised or incorporated under the laws of the United States of America, or an entity taxed as such or subject to filing a tax return as such under the United States federal income tax laws;
- (c) any estate or trust the executor, administrator or trustee of which is a US Person unless, in the case of trusts of which any professional fiduciary acting as trustee is a US Person, a trustee who is not a US Person has sole or shared investment discretion with respect of trust assets and no beneficiary of the trust (and no settler if the trust is revocable) is a US Person;
- (d) any estate or trust the income of which from sources without the United States of America is includible in gross income for purposes of computing United States income tax payable by it;
- (e) any agency or branch of a foreign entity located in the United States of America;
- (f) any discretionary account or non-discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary located within or outside the United States of America for the benefit or account of a US Person;
- (g) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary organised, incorporated or (if an individual) resident in the United States of America, except that any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held for the benefit or account of a non-US Person by a dealer



or other professional fiduciary organised, incorporated (or if an individual) resident in the United States of America shall not be deemed a US Person;

(h) any firm, corporation or other entity, regardless of citizenship, domicile, status or residence if, under the income tax laws of the United States of America from time to time in effect, any proportion of the income thereof would be taxable to a US Person even if not distributed, other than a passive foreign investment company;

(i) any partnership, corporation or other entity if (A) organised or incorporated under the laws of any foreign jurisdiction; and (B) owned or formed by a US Person or Persons principally for the purpose of investing in securities not registered under the US Securities Act of 1933 (including but not limited to Shares of the Fund);

(j) any employee benefit plan unless such employee benefit plan is established and administered in accordance with the law of a country other than the United States of America and customary practices and documentation of such country and is maintained primarily for the benefit of persons substantially all of whom are non-resident aliens with respect to the United States of America; and

(k) any other person or entity whose ownership of Shares or solicitation for ownership of Shares in Fidelity Investments Institutional Services Company Inc., Fidelity Distributors International Limited or the Fund, acting through their Officers or Directors, shall determine may violate any securities law of the United States of America or any state or other jurisdiction thereof.

US Person shall not include an Eligible Investor or any person or entity, notwithstanding the fact that such person or entity may come within any of the categories referred to above, as to whom Fidelity Distributors International Limited or the Fund, acting through their Officers or Directors, shall determine that ownership of Shares or solicitation for ownership of Shares shall not violate any securities law of the United States of America or any state or other jurisdiction thereof.

As used herein, United States of America includes its states, commonwealths, territories, possessions and the District of Columbia.

Whenever used in these Articles, «three percent owner» means any person, firm or corporate body which as a legal or beneficial holder owns more than three percent of the number of shares of the Corporation from time to time outstanding.

Three percent owner as used herein shall not include any subscriber to shares of the Corporation issued in connection with organisation of the Corporation while such subscriber holds such shares or any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Corporation.»

The present resolution is passed by 393,620,018 votes in favour, 1,586,594 votes against and 42,234,759 abstentions.

#### *Tenth resolution*

The General Meeting resolves to amend paragraph 4 of Article 10 of the Articles of Incorporation so as to read:

«If bearer shares are in issue, notice of meeting of shareholders will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in a Luxembourg newspaper ... sent to the holders of nominative shares eight days prior to the meeting ...»

The present resolution is passed by 394,273,602 votes in favour, 944,254 votes against and 42,225,011 abstentions.

#### *Eleventh resolution*

The General Meeting resolves to amend the first sentence of paragraph 4 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors from time to time shall appoint the officers and the Managing Directors of the Corporation...»

The present resolution is passed by 380,480,729 votes in favour, 32,451,357 votes against and 24,549,421 abstentions.

#### *Twelfth resolution*

The General Meeting resolves to amend paragraph 5 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, fax or by any other electronic means ... This notice may be waived by the consent in writing by telegram, telex, fax or by any other electronic means of each director....»

The present resolution is passed by 389,191,175 votes in favour, 5,898,163 votes against and 42,352,988 abstentions.

#### *Thirteenth resolution*

The General Meeting resolves to amend paragraph 6 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... which appointment shall be in writing or in the form of a telegram or telex or fax or by any other electronic means. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference or video means and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.»

The present resolution is passed by 394,334,683 votes in favour, 831,128 votes against and 42,277,055 abstentions.

#### *Fourteenth resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 15 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation. The Board of Directors shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation's assets, in accordance with Part I of the Law including, without limitation, restrictions in respect of:

a) the borrowings of the Corporation and the pledging of its assets; and

b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made (i) in transferable securities/money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law; (ii) in transferable securities/money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public; (iii) in transferable securities/money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Australia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another market that is regulated, in the countries referred to above, provided that such market operates regularly and is recognised and open to the public; (iv) in recently issued transferable securities/money market instruments provided the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue; and (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and as disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors of the Corporation may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of the Corporation in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation, or public international bodies of which one or more of such Member States of the European Union are members, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of the Corporation's total net assets.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation's assets being made with the aim to replicate certain stock indices or bond indices, provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in any appropriate manner.

The Corporation will not invest more than 10% of its net assets in units of undertakings for collective investment as defined in the Law.

When investments of the Corporation are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of unitholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law do not apply.»

The present resolution is passed by 362,579,485 votes in favour, 32,675,850 votes against and 42,226,172 abstentions.

*Fifteenth resolution*

The General Meeting resolves to replace the words «law of thirtieth March one thousand nine hundred and eighty eight regarding collective investment undertakings» with «Law» in the first paragraph of Article 20 of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 362,993,229 votes in favour, 32,119,188 votes against and 42,369,090 abstentions.

*Sixteenth resolution*

The General Meeting resolves to delete the words «with or without cause» from the end of the second paragraph of Article 20 of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 388,597,271 votes in favour, 6,561,019 votes against and 42,283,380 abstentions.

*Seventeenth resolution*

The General Meeting resolves to amend the third sentence of the second paragraph of Article 21 of the Articles of incorporation so as to read:

«Shares of the capital of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.»

The present resolution is passed by 388,930,123 votes in favour, 1,154,671 votes against and 47,357,532 abstentions.

*Eighteenth resolution*

The General Meeting resolves to delete the words «(such fee and estimate not to exceed one percent of such Net Asset Value)» from the end of the second sentence of the third paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 347,220,878 votes in favour, 64,896,423 votes against and 25,362,074 abstentions.

*Nineteenth resolution*

The General Meeting resolves to replace the final paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation in its entirety with the following:

«Further, redemption requests may be deferred under certain circumstances and within certain thresholds as detailed in the sales documents.»

The present resolution is passed by 348,950,112 votes in favour, 63,624,556 votes against and 24,905,955 abstentions.

*Twentieth resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraph after the current final paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation:

«In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents. Such dilution levy should not exceed 5% of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.»

The present resolution is passed by 346,435,974 votes in favour, 66,016,241 votes against and 25,029,670 abstentions.

*Twenty-first resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraph at the end of Article 21 of the Articles of Incorporation:

«There may be deducted from the Net Asset Value a fee payable to the Corporation with a maximum of 2%.»

The present resolution is passed by 346,457,296 votes in favour, 66,009,215 votes against and 25,016,625 abstentions.

*Twenty-second resolution*

The General Meeting resolves to delete the words «, unless all such shareholders and their addresses are known to the Corporation» from the end of the second paragraph of Article 21.bis of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 388,877,150 votes in favour, 1,197,628 votes against and 47,366,892 abstentions.

*Twenty-third resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraph after paragraph nine of Article 22 of the Articles of Incorporation:

«(g) in the event of the convening of an extraordinary general meeting of the shareholders for the purpose of winding up the Corporation as from the time of such convening.»

The present resolution is passed by 389,060,844 votes in favour, 988,974 votes against and 47,392,508 abstentions.

*Twenty-fourth resolution*

The General Meeting resolves to amend the last sentence of Section B (ii) of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«...securities are to be valued at fair market value in the opinion of the Corporation.»

The present resolution is passed by 388,517,147 votes in favour, 523,437 votes against and 47,404,106 abstentions.

*Twenty-fifth resolution*

The General Meeting resolves to insert the following sentence after Section B (vi) of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«The Board of Directors is authorised to apply other appropriate valuation principles for the assets of the Corporation if the aforesaid valuation methods may not be applied or are inappropriate due to extraordinary circumstances or events.»

The present resolution is passed by 347,733,965 votes in favour, 24,774,552 votes against and 24,929,940 abstentions.

*Twenty-sixth resolution*

The General Meeting resolves to amend the last paragraph of Article 22 Section C, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation so as to read:

«...any paying agent and permanent representatives in places of registration, directors, managing directors and officers, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, insurance, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, preparing and filing of Articles of Incorporation,...»

The present resolution is passed by 388,505,676 votes in favour, 1,529,171 votes against and 47,403,611 abstentions.

*Twenty-seventh resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraph at the end of section G of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«The Net Asset Value may be adjusted as the Board of Directors may deem appropriate to reflect inter alia any dealing charges, including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholder transactions.»

The present resolution is passed by 347,346,549 votes in favour, 65,059,971 votes against and 25,071,117 abstentions.

*Twenty-eighth resolution*

The General Meeting resolves to amend the first sentence of Article 22.bis of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors may decide that all or any part of the pool or pools of assets established for any class of shares referred to in section F. of Article twenty-two (hereafter referred to as «Participating Fund») will be managed on a pooled basis together with all or part of the pool or pools of assets established for another class of shares of the Corporation or for another Luxembourg collective investment scheme where it is appropriate ...»

The present resolution is passed by 388,733,943 votes in favour, 1,266,077 votes against and 47,440,722 abstentions.

*Twenty-ninth resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraph at the end of Article 23 of the Articles of Incorporation:

«In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents. Such dilution levy should not exceed 5% of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase requests.»

The present resolution is passed by 346,482,555 votes in favour, 65,999,502 votes against and 24,997,865 abstentions.

*Thirtieth resolution*

The General Meeting resolves to delete the words «and for the first time on the 30th day of April 1991» from the first paragraph of Article 25 of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 407,260,831 votes in favour, 783,595 votes against and 29,393,376 abstentions.

*Thirty-first resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 27 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Corporation shall enter into an investment management agreement with an entity of the Fidelity group (the «Fidelity Entity»), under which agreement such Fidelity Entity will advise upon and manage the portfolio investments of the Corporation.

In the event of the non-conclusion or the termination of the investment management agreement in any manner whatsoever, the Corporation will at the request of the relevant Fidelity Entity change its name forthwith to a name not resembling the one specified in Article one hereof, specifically not including the word «Fidelity» or any similar word in any part thereof.

The investment management agreement shall contain provisions governing its amendment and termination.

This Article twenty-seven may not be amended or repealed, except by the affirmative vote of the holders of not less than two-thirds (2/3) of the shares of the Corporation present or represented at a shareholders' meeting called for such purpose at which the holders of not less than two-thirds (2/3) of the outstanding shares of the Corporation are present or represented and voting.

The management fee payable to the investment manager in respect of its services shall not, in respect of each separate pool of assets, exceed the rate specified in the sales documents of the Corporation applicable to the average of the Net Asset Value of the relevant pool of assets. Any increase of the management fee within the limits specified herein shall become effective only upon three months' notice given in writing to all registered shareholders.

The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the Law (the «Custodian») who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by the Law. All securities and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian agreement.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the Directors shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

If any cash forming part of the assets of the Corporation is deposited with any investment manager...»

The present resolution is passed by 362,383,912 votes in favour, 27,749,674 votes against and 47,344,049 abstentions.

*Thirty-second resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 30 of the Articles of Incorporation so as to read:

«All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on Commercial Companies and amendments thereto, as well as the Law.»

The present resolution is passed by 389,373,632 votes in favour, 742,891 votes against and 47,320,566 abstentions.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at 9.45 a.m.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergencies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

**Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille cinq, le trois août.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de la société établie à Luxembourg sous la dénomination de FIDELITY FUNDS, R.C.S. Luxembourg 34 036, ayant son siège social à Luxembourg, constituée sous la forme d'une société d'investissement à capital variable suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 juin 1990.

Les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 289 du 21 août 1990.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par un acte du notaire instrumentaire en date du 15 novembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1665 du 20 novembre 2002.

La séance est ouverte à 9.30 heures sous la présidence de Monsieur Mr Henk Van Eldik, administrateur, demeurant à Mamer, Grand-Duché de Luxembourg,

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Nicola Phillips, employée privée, demeurant à Keispelt, Grand-Duché de Luxembourg,

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Mr Claude Hellers, administrateur, demeurant à Wormeldange, Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'une première assemblée générale extraordinaire de la Société s'est tenue le 29 juin 2005 pour délibérer sur le même ordre du jour que celui ci-dessous reproduit. 98.824.393 actions sur les 7.027.499.686,31 actions sans désignation de valeur nominale en circulation le 29 juin étant seulement représentées à ladite assemblée, cette assemblée a été ajournée et a décidé de se réunir à nouveau en date de ce jour.

II.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par des annonces parues au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 639 du 1<sup>er</sup> juillet 2005 et Numéro 708 du 18 juillet 2005, ainsi qu'au Luxemburger Wort et au Tageblatt des 1<sup>er</sup> et 18 juillet 2005.

Les numéros justificatifs de ces publications ont été déposés au bureau de l'assemblée.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Modifier l'Article 3 des Statuts par:

«L'objet exclusif de la Société est le placement de ses fonds disponibles dans des valeurs mobilières de tous types, dans des instruments du marché monétaire, des instruments dérivés, des liquidités et des quasi-liquidités, ainsi que dans d'autres avoirs autorisés par la loi, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion des actifs de la Société.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle juge utiles à l'accomplissement et au développement de son objet dans toute la mesure permise par la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placements collectifs (la «Loi»).»

2. Modifier la deuxième phrase de l'Article 4 des Statuts par:

«Des succursales ou autres bureaux peuvent être créés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger... »

3. Modifier le deuxième paragraphe de l'Article 5 des Statuts par:

«Le capital social minimum de la Société sera l'équivalent en dollars des Etats-Unis de 1.250.000,- euros.»

4. Supprimer le paragraphe 11 de l'Article 5 des Statuts.

5. Modifier le paragraphe 16 actuel de l'Article 5 des Statuts par:

«... et autres documents de transfert jugés satisfaisants par la Société sur la base desquels la Société peut enregistrer le transfert dans le Registre des Actionnaires ou par déclaration écrite de transfert enregistrée au Registre des Actionnaires...»

6. Ajout de la phrase suivante au début du paragraphe 17 actuel de l'Article 5 des Statuts existants:

«La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.»

7. Modifier le premier paragraphe de l'Article 7 des Statuts par:

« ... si, selon la Société, cette détention peut être préjudiciable à la Société ou à la majorité de ses actionnaires ou à une catégorie de ceux-ci, si elle peut entraîner une violation d'une disposition légale ou réglementaire luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résultait des conséquences fiscales ou réglementaires négatives, en particulier si la Société devait être soumise à des lois fiscales autres que celles du Grand-Duché de Luxembourg...»

8. Modifier le paragraphe 2 de l'Article 7 D (1) des Statuts par:

«... adressé à cet actionnaire à sa dernière adresse connue ou apparaissant dans le Registre des Actionnaires de la Société...»

9. Modifier l'Article 8 des Statuts par:

«Dès qu'il est utilisé dans ces Statuts, le terme «Personne américaine» signifie:

- (a) tout citoyen ou toute personne résidant aux Etats-Unis d'Amérique;
- (b) tout groupement, entreprise, société à responsabilité limitée ou entité similaire, organisé ou constitué selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, ou toute entité imposée en tant que telle ou soumise à une déclaration de revenus selon les lois fédérales sur l'imposition des revenus des Etats-Unis d'Amérique;
- (c) toute succession ou trust dont l'exécuteur, l'administrateur ou le fiduciaire est une Personne américaine à moins que, dans le cas de trusts où tout représentant professionnel intervenant en qualité de fiduciaire est une Personne américaine, un fiduciaire, qui n'est pas une Personne américaine, détienne seul ou partage la capacité d'investissement des actifs du trust et aucun bénéficiaire du trust (ni constituant du trust si celui-ci est révocable) n'est une Personne américaine;
- (d) toute succession ou trust dont les revenus, provenant de sources situées en dehors des Etats-Unis d'Amérique, doivent être intégrés dans les revenus bruts pour calculer les impôts sur les revenus à payer aux Etats-Unis d'Amérique;
- (e) toute agence ou succursale d'une entité étrangère installée aux Etats-Unis d'Amérique;
- (f) tout compte discrétionnaire ou non discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu par un intermédiaire ou fiduciaire installé aux ou en dehors des Etats-Unis d'Amérique, au bénéfice ou pour le compte d'une Personne américaine;
- (g) tout compte discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu par un intermédiaire ou fiduciaire organisé, constitué ou (s'il s'agit d'une personne) résidant aux Etats-Unis d'Amérique, à l'exception de tout compte discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu au bénéfice ou pour le compte d'une Personne non américaine par un intermédiaire ou fiduciaire professionnel organisé, constitué ou (s'il s'agit d'une personne) résidant aux Etats-Unis d'Amérique, qui ne doit pas être considéré comme une Personne américaine;
- (h) toute entreprise, société ou entité, indépendamment de la nationalité, du domicile, du statut ou de la résidence si, selon les lois sur l'impôt sur le revenu en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique, toute partie de ce revenu était impo-



sable à une Personne américaine - même en cas de non distribution- autre qu'une société d'investissement étrangère passive;

(i) tout groupement, entreprise ou autre entité qui (A) est organisé ou constitué selon des lois étrangères; et (B) est détenu ou constitué par une ou des Personnes américaines, principalement dans le but d'investir dans des valeurs mobilières non enregistrées selon le «US Securities Act of 1933» (notamment les Actions de la Société);

(j) tout régime de prévoyance sociale sauf si ce régime est établi et géré conformément à la loi d'un pays autre que les Etats-Unis d'Amérique et aux pratiques et à la réglementation de ce pays, et qu'il est maintenu principalement au bénéfice de personnes qui sont toutes des étrangers non résidents des Etats-Unis d'Amérique; et

(k) toute personne ou entité dont la détention ou l'acquisition d'Actions de Fidelity Investments Institutional Services Company Inc., Fidelity Distributors International Limited ou de la Société, agissant par l'intermédiaire de leurs Directeurs ou Administrateurs, seraient considérées comme violant une loi sur les valeurs mobilières des Etats-Unis d'Amérique ou d'un état ou d'une autre juridiction de ce pays.

La définition de Personne américaine n'inclut pas un Investisseur Eligible ou toute autre personne ou entité, nonobstant le fait que cette personne ou entité pourrait être mentionnée dans une des catégories ci-dessus, si Fidelity Distributors International Limited ou la Société, agissant par l'intermédiaire de leurs Directeurs ou Administrateurs, détermine que la détention ou l'acquisition des Actions n'enfreint pas une loi sur les valeurs mobilières des Etats-Unis d'Amérique ou d'un état ou d'une autre juridiction de ce pays.

Dans le présent document, le terme Etats-Unis d'Amérique inclut ses états, commonwealths, territoires, possessions et le District de Columbia.

Dès qu'il est utilisé dans ces Statuts, le terme «Détenteur à trois pour cent» signifie toute personne, firme ou entreprise qui, en tant que détenteur légal ou réel, détient plus de trois pour cent de la totalité des actions de la Société qui sont en circulation à ce moment.

Le Détenteur à trois pour cent, au sens employé dans ce document, n'inclut pas un souscripteur d'actions de la Société émises en relation avec la constitution de la Société quand, à l'occasion d'une émission d'actions par la Société, ce souscripteur détient ces actions ou qu'un négociant en valeurs mobilières acquiert des actions dans le but de les distribuer.»

10. Modifier le paragraphe 4 de l'Article 10 des Statuts par:

«Si des actions au porteur sont émises, l'avis de convocation à une assemblée des actionnaires sera publié dans le Mémorial Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg et dans un journal luxembourgeois... envoyé aux détenteurs d'actions nominatives, huit jours avant l'assemblée...»

11. Modifier la première phrase du paragraphe 4 de l'Article 13 des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration devra nommer de temps à autre les Directeurs et Directeurs Généraux de la Société...»

12. Modifier le paragraphe 5 de l'Article 13 des Statuts par:

«L'avis d'une réunion du Conseil d'Administration sera transmis par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou autre moyen électronique ... Chaque administrateur peut renoncer à assister à cette réunion par consentement écrit envoyé par télégramme, télex, télécopie ou autre moyen électronique...»

13. Modifier le paragraphe 6 de l'Article 13 des Statuts par:

«... en désignant par écrit ou par télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen électronique, un autre administrateur comme son mandataire. Un Administrateur peut assister à une réunion du Conseil d'Administration en utilisant la téléconférence ou la vidéo, et la participation à cette réunion en utilisant une telle méthode constitue une présence en personne à cette réunion.»

14. Modifier l'Article 15 des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration doit, selon le principe de répartition des risques, disposer du pouvoir de déterminer la politique sociale et d'investissement pour les placements concernant chaque catégorie d'actions, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans la gestion des affaires de la Société. Le Conseil d'Administration doit également pouvoir déterminer toute restriction applicable de temps à autre aux investissements des avoirs de la Société, conformément à la Partie I de la Loi, notamment les restrictions relatives:

a) aux emprunts de la Société et à la mise en gage de ses avoirs; et

b) au pourcentage maximal de ses avoirs qu'elle peut investir dans une forme ou une catégorie de valeurs mobilières quelconque et au pourcentage maximal d'une forme ou d'une catégorie de valeurs mobilières qu'elle peut acquérir.

Le Conseil d'Administration peut décider que les avoirs de la Société soient investis (i) dans des valeurs mobilières / instruments du marché monétaire côtés ou négociés sur un marché réglementé tel que défini par la Loi; (ii) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public; (iii) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse d'un autre pays d'Europe, d'Asie, d'Australie, d'Océanie, des Amériques, et d'Afrique, ou négociés sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public dans les pays mentionnés précédemment, (iv) dans des valeurs mobilières /instruments du marché monétaire nouvellement émis, à condition que les termes de l'émission stipulent que l'admission à la cote officielle d'une des bourses ou autres marchés réglementés mentionnés précédemment soit demandée et à condition que cette admission soit assurée dans l'année qui suit l'émission; et (v) dans tout autre titre, instrument ou autre avoir dans le cadre des restrictions qui sont déterminées par le Conseil d'Administration conformément aux lois et réglementations applicables et mentionnées dans les documents de vente de la Société.

Le Conseil d'Administration de la Société peut décider d'investir jusqu'à cent pour cent des actifs nets de la Société dans différentes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire, émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, ses collectivités publiques territoriales, un Etat non membre de l'Union Européenne, tel qu'accepté par l'autorité de supervision et mentionné dans les documents de vente de la Société, ou dans des organismes publics in-

ternationaux dont un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne sont membres, à condition que, si la Société décide d'utiliser cette clause, elle doit détenir les valeurs mobilières d'au moins six émissions différentes, sans que les valeurs mobilières d'une seule émission ne puissent dépasser trente pour cent de la totalité des actifs nets de la Société.

Le Conseil d'Administration peut décider que les actifs de la Société soient investis dans des instruments financiers dérivés, notamment les instruments assimilés donnant lieu à un règlement en espèces, négociés sur un marché réglementé tel que spécifié dans la Loi, et/ou dans des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, à condition que, entre autres, le sous-jacent consiste en des instruments couverts par l'Article 41 (1) de la Loi, en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou des devises, dans lesquels la Société pourra investir conformément à ses objectifs d'investissement, tel que mentionné dans les documents de vente de la Société.

Le Conseil d'Administration peut décider que les actifs de la Société sont investis dans le but de répliquer certains indices d'actions ou d'obligations, à condition que l'indice concerné soit reconnu par l'autorité de surveillance du Luxembourg sur la base qu'il est suffisamment diversifié, qu'il représente un étalon représentatif du marché auquel il se rapporte et qu'il soit publié de manière adaptée.

La Société n'investira pas plus de 10% de ses actifs nets dans les parts des organismes de placements collectifs tels que définies par la Loi.

Quand les actifs de la Société sont investis dans le capital de ses filiales qui effectuent uniquement à son profit exclusif des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays dans lequel la filiale est située, en ce qui concerne le rachat des parts à la demande des porteurs, les paragraphes (1) et (2) de l'Article 48 de la Loi ne s'appliquent pas.»

15. Remplacer les termes «loi du trente mars mille neuf cent quatre-vingt-huit concernant les organismes de placements collectifs» par «Loi» dans le premier paragraphe de l'Article 20 des Statuts.

16. Supprimer les termes «avec ou sans motif» dans le deuxième paragraphe de l'Article 20 des Statuts.

17. Modifier la troisième phrase du deuxième paragraphe de l'Article 21 des Statuts par:

«Les actions de la Société rachetées par la Société sont annulées.»

18. Supprimer les termes «(cette commission et estimation ne devant pas excéder un pour cent de cette Valeur Nette d'Inventaire)» à la fin de la deuxième phrase du troisième paragraphe de l'Article 21 des Statuts.

19. Remplacer entièrement le dernier paragraphe de l'Article 21 des Statuts par la phrase suivante:

«Par ailleurs, les demandes de rachat peuvent être différées dans certaines circonstances et selon certains seuils, comme expliqué en détail dans les documents de vente.»

20. Insérer le paragraphe suivant après le dernier paragraphe actuel de l'Article 21 des Statuts:

«Par ailleurs, des frais de dilution peuvent être imposés sur les transactions, comme indiqué dans les documents de vente. Ces frais de dilution ne doivent pas dépasser 5% de la Valeur Nette d'Inventaire et sont calculés en prenant en compte l'estimation des coûts, des dépenses et de l'impact potentiel sur le prix des valeurs mobilières qui peuvent être supportés pour satisfaire les demandes de rachat et de conversion.»

21. Insérer le paragraphe suivant à la fin de l'Article 21 des Statuts:

«Des frais payables à la Société de 2% maximum peuvent être déduits de la Valeur Nette d'Inventaire.»

22. Supprimer les mots «à moins que tous ces actionnaires et leurs adresses ne soient connus de la Société» à la fin du deuxième paragraphe de l'Article 21.bis des Statuts.

23. Insérer le paragraphe suivant après le paragraphe neuf de l'Article 22 des Statuts:

«(g) dans le cas d'une convocation à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dans le but de liquider la Société, dès la date de cette convocation.»

24. Modifier la dernière phrase de la Section B (ii) de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:

«... les valeurs mobilières doivent être évaluées à la juste valeur du marché de l'avis de la Société.»

25. Insérer la phrase suivante après la Section B (vi) de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:

«Le Conseil d'Administration est autorisé à appliquer d'autres principes d'évaluation appropriés aux avoirs de la Société, si les méthodes d'évaluation précédemment mentionnées ne peuvent être appliquées ou sont inadéquates à cause de circonstances ou d'événements exceptionnels.»

26. Modifier le dernier paragraphe de l'Article 22, Section C, Règles d'évaluation, des Statuts par:

«... tout agent de transfert, tout agent chargé du service financier et tous les représentants permanents aux lieux d'enregistrement, les administrateurs, directeurs généraux et directeurs, tout autre agent employé par la Société, les dépenses relatives aux services juridiques et de révision, les dépenses d'assurance, de promotion, d'impression, de déclaration et de publication, y compris le coût de la publicité ou de la préparation et de l'impression des prospectus, les notes explicatives ou les déclarations d'inscription, la préparation et le dépôt des Statuts, ...»

27. Insérer le paragraphe suivant à la fin de la Section G de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:

«La Valeur Nette d'Inventaire peut être ajustée si le Conseil d'administration le juge approprié, pour refléter entre autres tous les frais de négociation, notamment les écarts de négociation, les frais fiscaux et l'impact potentiel du marché résultant des transactions des actionnaires.»

28. Modifier la première phrase de l'Article 22.bis des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration peut décider que toute ou partie de la masse ou des masses d'avoirs établies pour une catégorie d'actions, mentionnées dans la section F de l'Article vingt-deux (désignés dans la présente comme un «Fonds Participant»), sera gérée sur une base regroupée, conjointement à toute ou partie de la masse ou des masses d'avoirs établies pour une autre catégorie d'actifs de la Société ou un autre organisme de placements collectifs du Luxembourg si approprié...»

29. Insérer le paragraphe suivant à la fin de l'Article 23 des Statuts:

«Par ailleurs, des frais de dilution peuvent être imposés sur les transactions, comme indiqué dans les documents de vente. Ces frais de dilution ne doivent pas dépasser 5% de la Valeur Nette d'Inventaire et sont calculés en prenant en

compte l'estimation des coûts, des dépenses et de l'impact potentiel sur le prix des valeurs mobilières, qui peuvent être supportés pour satisfaire les demandes d'achat.»

30. Supprimer les termes «et pour la première fois le 30 avril 1991» du premier paragraphe de l'Article 25 des Statuts.

31. Modifier l'Article 27 des Statuts par:

«La Société doit conclure un contrat de gestion d'investissement avec une entité du groupe Fidelity («l'Entité Fidelity»), selon lequel cette Entité Fidelity fournit des conseils et s'occupe de la gestion des investissements du portefeuille de la Société.

En cas de non conclusion ou de résiliation du contrat de gestion d'investissement, de quelque manière sur ce soit, la Société doit modifier, à la demande de l'Entité Fidelity appropriée, sa dénomination pour adopter une dénomination sans ressemblance avec celle spécifiée dans l'Article Premier de la présente, sans inclure spécifiquement le terme «Fidelity» ou autre mot semblable dans une partie quelconque de cette nouvelle dénomination.

Le contrat de gestion d'investissement doit contenir des clauses régissant sa modification et sa résiliation.

Cet Article vingt-sept ne peut être amendé ou révoqué, sauf par le vote positif des détenteurs d'au moins deux tiers (2/3) des actions de la Société, présents ou représentés à une assemblée des actionnaires convoquée à cet effet, pendant laquelle les détenteurs d'au moins deux tiers (2/3) des actions en circulation de la Société sont présents ou représentés et votent.

La commission de gestion payable au gestionnaire des investissements pour ses services ne doit pas, pour chaque masse d'avoirs séparée, dépasser le taux spécifié dans les documents de vente de la Société, applicable à la moyenne de la Valeur Nette d'Inventaire de la masse d'avoirs appropriée. Toute augmentation de la commission de gestion dans les limites spécifiées au présent article est applicable uniquement sur préavis écrit de trois mois envoyé à tous les actionnaires inscrits.

La Société doit conclure un contrat de dépositaire avec une banque ou un établissement d'épargne qui doit satisfaire aux exigences de la Loi (le «Dépositaire») et qui assume envers la Société et ses actionnaires les responsabilités prévues par la Loi. Toutes les valeurs mobilières et autres avoirs de la Société doivent être détenus par ou à l'ordre du Dépositaire. La commission payable au Dépositaire doit être déterminée dans le contrat du dépositaire.

Si le Dépositaire désire démissionner, le Conseil d'Administration doit nommer dans les deux mois une autre institution financière qui agira en tant que dépositaire et, le Conseil doit nommer cette institution en lieu et place du dépositaire démissionnaire. Le Conseil d'Administration doit pouvoir mettre fin aux fonctions du Dépositaire nommé, mais ne peut le faire à moins que et jusqu'à ce qu'un dépositaire successeur soit nommé conformément à cette clause afin de reprendre sa mission.

Si des liquidités formant parties des avoirs de la Société sont déposées auprès d'un gestionnaire des investissements...»

32. Modifier l'Article 30 des Statuts par:

«Pour tous les sujets non régis par ces Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales et ses amendements, ainsi qu'à la Loi.»

33. Tout autre sujet présenté dans les formes à l'assemblée.

IV.- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

V.- Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur 7.126.429.977,93 actions sans désignation de valeur nominale en circulation à la date du 3 août 2005, 437.481.507 actions sont dûment représentées à la présente assemblée. Conformément à l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider, quelle que soit la portion du capital représentée, sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-dessus reproduit.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, a pris, après délibération, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 3 des Statuts par:

«L'objet exclusif de la Société est le placement de ses fonds disponibles dans des valeurs mobilières de tous types, dans des instruments du marché monétaire, des instruments dérivés, des liquidités et des quasi-liquidités, ainsi que dans d'autres avoirs autorisés par la loi, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion des actifs de la Société.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle juge utiles à l'accomplissement et au développement de son objet dans toute la mesure permise par la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placements collectifs (la «Loi»).»

La présente résolution est passée avec 368.201.448 votes en faveur, 27.161.485 votes en défaveur et 42.118.552 abstentions.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la deuxième phrase de l'Article 4 des Statuts par:

«Des succursales ou autres bureaux peuvent être créés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger...»

La présente résolution est passée avec 394.065.399 votes en faveur, 1.1213.651 votes en défaveur et 42.163.255 abstentions.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le deuxième paragraphe de l'Article 5 des Statuts par:

«Le capital social minimum de la Société sera l'équivalent en dollars des Etats-Unis de 1.250.000,- euros.»

La présente résolution est passée avec 362.948.078 votes en faveur, 32.245.097 votes en défaveur et 42.287.772 abstentions.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée Générale décide de supprimer le paragraphe 11 de l'Article 5 des Statuts.

La présente résolution est passée avec 389.001.602 votes en faveur, 6.016.578 votes en défaveur et 42.423.638 abstentions.

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 16 actuel de l'Article 5 des Statuts par:

«... et autres documents de transfert jugés satisfaisants par la Société sur la base desquels la Société peut enregistrer le transfert dans le Registre des Actionnaires ou par déclaration écrite de transfert enregistrée au Registre des Actionnaires...»

La présente résolution est passée avec 393.635.529 votes en faveur, 1.444.472 votes en défaveur et 42.361.228 abstentions.

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'ajouter la phrase suivante au début du paragraphe 17 actuel de l'Article 5 des Statuts existants:

«La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.»

La présente résolution est passée avec 388.326.739 votes en faveur, 6.743.601 votes en défaveur et 42.372.055 abstentions.

#### *Septième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le premier paragraphe de l'Article 7 des Statuts par:

«... si, selon la Société, cette détention peut être préjudiciable à la Société ou à la majorité de ses actionnaires ou à une catégorie de ceux-ci, si elle peut entraîner une violation d'une disposition légale ou réglementaire luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résultait des conséquences fiscales ou réglementaires négatives, en particulier si la Société devait être soumise à des lois fiscales autres que celles du Grand-Duché de Luxembourg...»

La présente résolution est passée avec 389.168.091 votes en faveur, 5.928.296 votes en défaveur et 42.346.008 abstentions.

#### *Huitième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 2 de l'Article 7 D (1) des Statuts par:

«... adressé à cet actionnaire à sa dernière adresse connue ou apparaissant dans le Registre des Actionnaires de la Société... »

La présente résolution est passée avec 412.454.298 votes en faveur, 747.171 votes en défaveur et 24.239.972 abstentions.

#### *Neuvième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 8 des Statuts par:

«Dès qu'il est utilisé dans ces Statuts, le terme «Personne américaine» signifie:

- (a) tout citoyen ou toute personne résidant aux Etats-Unis d'Amérique;
- (b) tout groupement, entreprise, société à responsabilité limitée ou entité similaire, organisé ou constitué selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, ou toute entité imposée en tant que telle ou soumise à une déclaration de revenus selon les lois fédérales sur l'imposition des revenus des Etats-Unis d'Amérique;
- (c) toute succession ou trust dont l'exécuteur, l'administrateur ou le fiduciaire est une Personne américaine à moins que, dans le cas de trusts où tout représentant professionnel intervenant en qualité de fiduciaire est une Personne américaine, un fiduciaire, qui n'est pas une Personne américaine, détienne seul ou partage la capacité d'investissement des actifs du trust et aucun bénéficiaire du trust (ni constituant du trust si celui-ci est révocable) n'est une Personne américaine;
- (d) toute succession ou trust dont les revenus, provenant de sources situées en dehors des Etats-Unis d'Amérique, doivent être intégrés dans les revenus bruts pour calculer les impôts sur les revenus à payer aux Etats-Unis d'Amérique;
- (e) toute agence ou succursale d'une entité étrangère installée aux Etats-Unis d'Amérique;
- (f) tout compte discrétionnaire ou non discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu par un intermédiaire ou fiduciaire installé aux ou en dehors des Etats-Unis d'Amérique, au bénéfice ou pour le compte d'une Personne américaine;
- (g) tout compte discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu par un intermédiaire ou fiduciaire organisé, constitué ou (s'il s'agit d'une personne) résidant aux Etats-Unis d'Amérique, à l'exception de tout compte discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu au bénéfice ou pour le compte d'une Personne non américaine par un intermédiaire ou fiduciaire professionnel organisé, constitué ou (s'il s'agit d'une personne) résidant aux Etats-Unis d'Amérique, qui ne doit pas être considéré comme une Personne américaine;
- (h) toute entreprise, société ou entité, indépendamment de la nationalité, du domicile, du statut ou de la résidence si, selon les lois sur l'impôt sur le revenu en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique, toute partie de ce revenu était imposable à une Personne américaine - même en cas de non distribution- autre qu'une société d'investissement étrangère passive;

(i) tout groupement, entreprise ou autre entité qui (A) est organisé ou constitué selon des lois étrangères; et (B) est détenu ou constitué par une ou des Personnes américaines, principalement dans le but d'investir dans des valeurs mobilières non enregistrées selon le «US Securities Act of 1933» (notamment les Actions de la Société);

(j) tout régime de prévoyance sociale sauf si ce régime est établi et géré conformément à la loi d'un pays autre que les Etats-Unis d'Amérique et aux pratiques et à la réglementation de ce pays, et qu'il est maintenu principalement au bénéfice de personnes qui sont toutes des étrangers non résidents des Etats-Unis d'Amérique; et

(k) toute personne ou entité dont la détention ou l'acquisition d'Actions de Fidelity Investments Institutional Services Company Inc., Fidelity Distributors International Limited ou de la Société, agissant par l'intermédiaire de leurs Directeurs ou Administrateurs, seraient considérées comme violant une loi sur les valeurs mobilières des Etats-Unis d'Amérique ou d'un état ou d'une autre juridiction de ce pays.

La définition de Personne américaine n'inclut pas un Investisseur Eligible ou toute autre personne ou entité, nonobstant le fait que cette personne ou entité pourrait être mentionnée dans une des catégories ci-dessus, si Fidelity Distributors International Limited ou la Société, agissant par l'intermédiaire de leurs Directeurs ou Administrateurs, détermine que la détention ou l'acquisition des Actions n'enfreint pas une loi sur les valeurs mobilières des Etats-Unis d'Amérique ou d'un état ou d'une autre juridiction de ce pays.

Dans le présent document, le terme Etats-Unis d'Amérique inclut ses états, commonwealths, territoires, possessions et le District de Columbia.

Dès qu'il est utilisé dans ces Statuts, le terme «Détenteur à trois pour cent» signifie toute personne, firme ou entreprise qui, en tant que détenteur légal ou réel, détient plus de trois pour cent de la totalité des actions de la Société qui sont en circulation à ce moment.

Le Détenteur à trois pour cent, au sens employé dans ce document, n'inclut pas un souscripteur d'actions de la Société émises en relation avec la constitution de la Société quand, à l'occasion d'une émission d'actions par la Société, ce souscripteur détient ces actions ou qu'un négociant en valeurs mobilières acquiert des actions dans le but de les distribuer.»

La présente résolution est passée avec 393.620.018 votes en faveur, 1.586.594 votes en défaveur et 42.234.759 abstentions.

#### *Dixième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 4 de l'Article 10 des Statuts par:

«Si des actions au porteur sont émises, l'avis de convocation à une assemblée des actionnaires sera publié dans le Mémorial Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg et dans un journal luxembourgeois... envoyé aux détenteurs d'actions nominatives, huit jours avant l'assemblée...»

La présente résolution est passée avec 394.273.602 votes en faveur, 944.254 votes en défaveur et 42.225.011 abstentions.

#### *Onzième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la première phrase du paragraphe 4 de l'Article 13 des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration devra nommer de temps à autre les Directeurs et Directeurs Généraux de la Société...»

La présente résolution est passée avec 380.480.729 votes en faveur, 32.451.357 votes en défaveur et 24.549.421 abstentions.

#### *Douzième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 5 de l'Article 13 des Statuts par:

«L'avis d'une réunion du Conseil d'Administration sera transmis par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou autre moyen électronique ... Chaque administrateur peut renoncer à assister à cette réunion par consentement écrit envoyé par télégramme, télex, télécopie ou autre moyen électronique...»

La présente résolution est passée avec 389.191.175 votes en faveur, 5.898.163 votes en défaveur et 42.352.988 abstentions.

#### *Treizième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 6 de l'Article 13 des Statuts par:

« ... en désignant par écrit ou par télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen électronique, un autre administrateur comme son mandataire. Un Administrateur peut assister à une réunion du Conseil d'Administration en utilisant la téléconférence ou la vidéo, et la participation à cette réunion en utilisant une telle méthode constitue une présence en personne à cette réunion.»

La présente résolution est passée avec 394.334.683 votes en faveur, 831.128 votes en défaveur et 42.277.055 abstentions.

#### *Quatorzième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 15 des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration doit, selon le principe de répartition des risques, disposer du pouvoir de déterminer la politique sociale et d'investissement pour les placements concernant chaque catégorie d'actions, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans la gestion des affaires de la Société. Le Conseil d'Administration doit également pouvoir déterminer toute restriction applicable de temps à autre aux investissements des avoirs de la Société, conformément à la Partie I de la Loi, notamment les restrictions relatives:

- a) aux emprunts de la Société et à la mise en gage de ses avoirs; et
- b) au pourcentage maximal de ses avoirs qu'elle peut investir dans une forme ou une catégorie de valeurs mobilières quelconque et au pourcentage maximal d'une forme ou d'une catégorie de valeurs mobilières qu'elle peut acquérir.



Le Conseil d'Administration peut décider que les avoirs de la Société soient investis (i) dans des valeurs mobilières / instruments du marché monétaire côtés ou négociés sur un marché réglementé tel que défini par la Loi; (ii) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public; (iii) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse d'un autre pays d'Europe, d'Asie, d'Australie, d'Océanie, des Amériques, et d'Afrique, ou négociés sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public dans les pays mentionnés précédemment, (iv) dans des valeurs mobilières /instruments du marché monétaire nouvellement émis, à condition que les termes de l'émission stipulent que l'admission à la cote officielle d'une des bourses ou autres marchés réglementés mentionnés précédemment soit demandée et à condition que cette admission soit assurée dans l'année qui suit l'émission; et (v) dans tout autre titre, instrument ou autre avoir dans le cadre des restrictions qui sont déterminées par le Conseil d'Administration conformément aux lois et réglementations applicables et mentionnées dans les documents de vente de la Société.

Le Conseil d'Administration de la Société peut décider d'investir jusqu'à cent pour cent des actifs nets de la Société dans différentes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire, émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, ses collectivités publiques territoriales, un Etat non membre de l'Union Européenne, tel qu'accepté par l'autorité de supervision et mentionné dans les documents de vente de la Société, ou dans des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne sont membres, à condition que, si la Société décide d'utiliser cette clause, elle doit détenir les valeurs mobilières d'au moins six émissions différentes, sans que les valeurs mobilières d'une seule émission ne puissent dépasser trente pour cent de la totalité des actifs nets de la Société.

Le Conseil d'Administration peut décider que les actifs de la Société soient investis dans des instruments financiers dérivés, notamment les instruments assimilés donnant lieu à un règlement en espèces, négociés sur un marché réglementé tel que spécifié dans la Loi, et/ou dans des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, à condition que, entre autres, le sous-jacent consiste en des instruments couverts par l'Article 41 (1) de la Loi, en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou des devises, dans lesquels la Société pourra investir conformément à ses objectifs d'investissement, tel que mentionné dans les documents de vente de la Société.

Le Conseil d'Administration peut décider que les actifs de la Société sont investis dans le but de répliquer certains indices d'actions ou d'obligations, à condition que l'indice concerné soit reconnu par l'autorité de surveillance du Luxembourg sur la base qu'il est suffisamment diversifié, qu'il représente un étalon représentatif du marché auquel il se rapporte et qu'il soit publié de manière adaptée.

La Société n'investira pas plus de 10% de ses actifs nets dans les parts des organismes de placements collectifs tels que définies par la Loi.

Quand les actifs de la Société sont investis dans le capital de ses filiales qui effectuent uniquement à son profit exclusif des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays dans lequel la filiale est située, en ce qui concerne le rachat des parts à la demande des porteurs, les paragraphes (1) et (2) de l'Article 48 de la Loi ne s'appliquent pas.»

La présente résolution est passée avec 362.579.485 votes en faveur, 32.675.850 votes en défaveur et 42.226.172 abstentions.

#### *Quinzième résolution*

L'Assemblée Générale décide de remplacer les termes «loi du trente mars mille neuf cent quatre-vingt-huit concernant les organismes de placements collectifs» par «Loi» dans le premier paragraphe de l'Article 20 des Statuts.

La présente résolution est passée avec 362.993.229 votes en faveur, 32.119.188 votes en défaveur et 42.369.090 abstentions.

#### *Seizième résolution*

L'Assemblée Générale décide de supprimer les termes «avec ou sans motif» dans le deuxième paragraphe de l'Article 20 des Statuts.

La présente résolution est passée avec 388.597.271 votes en faveur, 6.561.019 votes en défaveur et 42.283.380 abstentions.

#### *Dix-septième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la troisième phrase du deuxième paragraphe de l'Article 21 des Statuts par: «Les actions de la Société rachetées par la Société sont annulées.»

La présente résolution est passée avec 388.930.123 votes en faveur, 1.154.671 votes en défaveur et 47.357.532 abstentions.

#### *Dix-huitième résolution*

L'Assemblée Générale décide de supprimer les termes «(cette commission et estimation ne devant pas excéder un pour cent de cette Valeur Nette d'Inventaire)» à la fin de la deuxième phrase du troisième paragraphe de l'Article 21 des Statuts.

La présente résolution est passée avec 347.220.878 votes en faveur, 64.896.423 votes en défaveur et 25.362.074 abstentions.

#### *Dix-Neuvième résolution*

L'Assemblée Générale décide de remplacer entièrement le dernier paragraphe de l'Article 21 des Statuts par la phrase suivante:

«Par ailleurs, les demandes de rachat peuvent être différées dans certaines circonstances et selon certains seuils, comme expliqué en détail dans les documents de vente.»

La présente résolution est passée avec 348.950.112 votes en faveur, 63.624.556 votes en défaveur et 24.905.955 abstentions.

*Vingtième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant après le dernier paragraphe actuel de l'Article 21 des Statuts:

«Par ailleurs, des frais de dilution peuvent être imposés sur les transactions, comme indiqué dans les documents de vente. Ces frais de dilution ne doivent pas dépasser 5% de la Valeur Nette d'Inventaire et sont calculés en prenant en compte l'estimation des coûts, des dépenses et de l'impact potentiel sur le prix des valeurs mobilières qui peuvent être supportés pour satisfaire les demandes de rachat et de conversion.»

La présente résolution est passée avec 346.435.974 votes en faveur, 66.016.241 votes en défaveur et 25.029.670 abstentions.

*Vingt et unième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant à la fin de l'Article 21 des Statuts:

«Des frais payables à la Société de 2% maximum peuvent être déduits de la Valeur Nette d'Inventaire.»

La présente résolution est passée avec 346.457.296 votes en faveur, 66.009.215 votes en défaveur et 25.016.625 abstentions.

*Vingt-deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide de supprimer les mots «à moins que tous ces actionnaires et leurs adresses ne soient connus de la Société» à la fin du deuxième paragraphe de l'Article 21.bis des Statuts.

La présente résolution est passée avec 388.877.150 votes en faveur, 1.197.628 votes en défaveur et 47.366.892 abstentions.

*Vingt-troisième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant après le paragraphe neuf de l'Article 22 des Statuts:

«(g) dans le cas d'une convocation à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dans le but de liquider la Société, dès la date de cette convocation.»

La présente résolution est passée avec 389.060.844 votes en faveur, 988.974 votes en défaveur et 47.392.508 abstentions.

*Vingt-quatrième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la dernière phrase de la Section B (ii) de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:

«... les valeurs mobilières doivent être évaluées à la juste valeur du marché de l'avis de la Société.»

La présente résolution est passée avec 388.517.147 votes en faveur, 1.523.437 votes en défaveur et 47.404.106 abstentions.

*Vingt-cinquième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer la phrase suivante après la Section B (vi) de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:

«Le Conseil d'Administration est autorisé à appliquer d'autres principes d'évaluation appropriés aux avoirs de la Société, si les méthodes d'évaluation précédemment mentionnées ne peuvent être appliquées ou sont inadaptées à cause de circonstances ou d'événements exceptionnels.»

La présente résolution est passée avec 347.733.965 votes en faveur, 64.774.552 votes en défaveur et 24.929.940 abstentions.

*Vingt-sixième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le dernier paragraphe de l'Article 22, Section C, Règles d'évaluation, des Statuts par:

« ... tout agent de transfert, tout agent chargé du service financier et tous les représentants permanents aux lieux d'enregistrement, les administrateurs, directeurs généraux et directeurs, tout autre agent employé par la Société, les dépenses relatives aux services juridiques et de révision, les dépenses d'assurance, de promotion, d'impression, de déclaration et de publication, y compris le coût de la publicité ou de la préparation et de l'impression des prospectus, les notes explicatives ou les déclarations d'inscription, la préparation et le dépôt des Statuts, ...»

La présente résolution est passée avec 388.505.676 votes en faveur, 1.529.171 votes en défaveur et 47.403.611 abstentions.

*Vingt-septième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant à la fin de la Section G de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:

«La Valeur Nette d'Inventaire peut être ajustée si le Conseil d'administration le juge approprié, pour refléter entre autres tous les frais de négociation, notamment les écarts de négociation, les frais fiscaux et l'impact potentiel du marché résultant des transactions des actionnaires.»

La présente résolution est passée avec 347.346.549 votes en faveur, 65.059.971 votes en défaveur et 25.071.117 abstentions.

*Vingt-huitième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la première phrase de l'Article 22.bis des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration peut décider que toute ou partie de la masse ou des masses d'avoirs établies pour une catégorie d'actions, mentionnées dans la section F de l'Article vingt-deux (désignés dans la présente comme un «Fonds Participant»), sera gérée sur une base regroupée, conjointement à toute ou partie de la masse ou des masses d'avoirs établies pour une autre catégorie d'actifs de la Société ou un autre organisme de placements collectifs du Luxembourg si approprié...»

La présente résolution est passée avec 388.733.943 votes en faveur, 1.266.077 votes en défaveur et 47.440.722 abstentions.

#### *Vingt-neuvième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant à la fin de l'Article 23 des Statuts:

«Par ailleurs, des frais de dilution peuvent être imposés sur les transactions, comme indiqué dans les documents de vente. Ces frais de dilution ne doivent pas dépasser 5% de la Valeur Nette d'Inventaire et sont calculés en prenant en compte l'estimation des coûts, des dépenses et de l'impact potentiel sur le prix des valeurs mobilières, qui peuvent être supportés pour satisfaire les demandes d'achat.»

La présente résolution est passée avec 346.482.555 votes en faveur, 65.999.502 votes en défaveur et 24.997.865 abstentions.

#### *Trentième résolution*

L'Assemblée Générale décide de supprimer les termes «et pour la première fois le 30 avril 1991» du premier paragraphe de l'Article 25 des Statuts.

La présente résolution est passée avec 407.260.831 votes en faveur, 783.595 votes en défaveur et 29.393.376 abstentions.

#### *Trente et unième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 27 des Statuts par:

«La Société doit conclure un contrat de gestion d'investissement avec une entité du groupe Fidelity («l'Entité Fidelity»), selon lequel cette Entité Fidelity fournit des conseils et s'occupe de la gestion des investissements du portefeuille de la Société.

En cas de non conclusion ou de résiliation du contrat de gestion d'investissement, de quelque manière sur ce soit, la Société doit modifier, à la demande de l'Entité Fidelity appropriée, sa dénomination pour adopter une dénomination sans ressemblance avec celle spécifiée dans l'Article Premier de la présente, sans inclure spécifiquement le terme «Fidelity» ou autre mot semblable dans une partie quelconque de cette nouvelle dénomination.

Le contrat de gestion d'investissement doit contenir des clauses régissant sa modification et sa résiliation.

Cet Article vingt-sept ne peut être amendé ou révoqué, sauf par le vote positif des détenteurs d'au moins deux tiers (2/3) des actions de la Société, présents ou représentés à une assemblée des actionnaires convoquée à cet effet, pendant laquelle les détenteurs d'au moins deux tiers (2/3) des actions en circulation de la Société sont présents ou représentés et votent.

La commission de gestion payable au gestionnaire des investissements pour ses services ne doit pas, pour chaque masse d'avoirs séparée, dépasser le taux spécifié dans les documents de vente de la Société, applicable à la moyenne de la Valeur Nette d'Inventaire de la masse d'avoirs appropriée. Toute augmentation de la commission de gestion dans les limites spécifiées au présent article est applicable uniquement sur préavis écrit de trois mois envoyé à tous les actionnaires inscrits.

La Société doit conclure un contrat de dépositaire avec une banque ou un établissement d'épargne qui doit satisfaire aux exigences de la Loi (le «Dépositaire») et qui assume envers la Société et ses actionnaires les responsabilités prévues par la Loi. Toutes les valeurs mobilières et autres avoirs de la Société doivent être détenus par ou à l'ordre du Dépositaire. La commission payable au Dépositaire doit être déterminée dans le contrat du dépositaire.

Si le Dépositaire désire démissionner, le Conseil d'Administration doit nommer dans les deux mois une autre institution financière qui agira en tant que dépositaire et, le Conseil doit nommer cette institution en lieu et place du dépositaire démissionnaire. Le Conseil d'Administration doit pouvoir mettre fin aux fonctions du Dépositaire nommé, mais ne peut le faire à moins que et jusqu'à ce qu'un dépositaire successeur soit nommé conformément à cette clause afin de reprendre sa mission.

Si des liquidités formant parties des avoirs de la Société sont déposées auprès d'un gestionnaire des investissements...»

La présente résolution est passée avec 362.383.912 votes en faveur, 27.749.674 votes en défaveur et 47.344.049 abstentions.

#### *Trente-deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 30 des Statuts par:

«Pour tous les sujets non régis par ces Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales et ses amendements, ainsi qu'à la Loi.»

La présente résolution est passée avec 389.373.632 votes en faveur, 742.891 votes en défaveur et 47.320.566 abstentions.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 9.45 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: H. Van Eldik, N. Phillips, C. Hellers, J. Hamelius, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 4 août 2005, vol. 25CS, fol. 20, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Releveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2005.

A. Schwachtgen.

(071028.3/230/1151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2005.

**FIDELITY FUNDS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1021 Luxembourg, place de l'Etoile.

R. C. Luxembourg B 34.036.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1313 du 3 août 2005 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(071029.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2005.

**FIDELITY FUNDS II, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. FIDELITY FUNDS II SICAV).**

Registered office: L-1021 Luxembourg, place de l'Etoile.

R. C. Luxembourg B 76.939.

In the year two thousand and five, on the third of August.

Before us Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the Corporation established in Luxembourg under the denomination of FIDELITY FUNDS II SICAV, R.C.S. Luxembourg B 76.939, having its registered office in Luxembourg, incorporated originally under the denomination of FIDELITY ACCUMULATING MONEY FUND LIMITED, on November 1, 1991, pursuant to the Companies Act 1981 of Bermuda, and whose registered office has been transferred to Luxembourg pursuant to a deed passed before the undersigned notary, dated July 6, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 566 of August 8, 2000.

The Articles of Incorporation have been amended several times and lastly by a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, acting in replacement of the undersigned notary dated July 10, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 763 of July 21, 2003.

The meeting begins at 9.45 a.m., Mr Henk van Eldik, Director, residing in Mamer, Grand Duchy of Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Ms Nicola Phillips, private employee, residing in Keispelt, Grand Duchy of Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Claude Hellers, Director, residing in Wormeldange, Grand Duchy of Luxembourg.

The Chairman then states:

I.- That a first extraordinary general meeting of the Company was held on 29 June, 2005 to deliberate on the same agenda as hereinafter reproduced. Only 43,562 shares out of the 42,866,289 shares of no par value outstanding on June 29, 2005 being represented at the said meeting, said meeting was adjourned and it was decided to reconvene on this day.

II.- That the present extraordinary general meeting has been duly convened by notices containing the agenda of the meeting published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 639 of 1 July, 2005 and Number 708 of 18 July, 2005, as well as in the «Luxemburger Wort» and «Tageblatt» of 1 and 18 July, 2005.

The related copies of the said publications are deposited on the desk of the bureau of the meeting.

III.- That the agenda of the meeting is worded as follows:

1. To change the name of the Fund from FIDELITY FUNDS II SICAV to FIDELITY FUNDS II and to amend Article 1 of the Articles of Incorporation in accordance with this change.

2. Amend Article 3 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The exclusive object of the Corporation is to invest the funds available to it in securities of all types, money market instruments, derivative instruments, cash and cash equivalents as well as other assets permitted by law with the purpose of spreading investment risk and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Corporation may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purposes to the fullest extent permitted by the law of 20th December 2002 on undertakings for collective investment (the «Law».)»

3. Amend the second sentence of Article 4 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad ...»

4. Amend the second paragraph of Article 5 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in United States dollars of 1,250,000 euro.»

5. Delete paragraph 11 of Article 5 of the Articles of Incorporation.

6. Amend the current paragraph 16 of Article 5 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... and other instruments of transfer satisfactory to the Corporation on the basis of which the Corporation may record the transfer in the Register of Shareholders or by written declaration of transfer recorded in the Register of Shareholders ...»

7. Addition of the following sentence at the beginning of the current paragraph 17 of Article 5 of the current Articles of Incorporation:

«The Corporation only recognises one single owner per share.»

8. Amend the first paragraph of Article 7 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... if in the opinion of the Corporation such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of the shareholders thereof or of any class thereof, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof it may have adverse regulatory, tax or fiscal consequences, and in particular if the Corporation may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg. ...»

9. Amend paragraph 2 of Article 7 D (1) of the Articles of Incorporation so as to read:

«... addressed to such shareholder at their last address known to or appearing in the Register of Shareholders of the Corporation ...»

10. Amend Article 8 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Whenever used in these Articles the term «U.S. person» means:

(a) a citizen or resident of the United States of America;

(b) a partnership, corporation, limited liability company or similar entity, organised or incorporated under the laws of the United States of America, or an entity taxed as such or subject to filing a tax return as such under the United States federal income tax laws;

(c) any estate or trust the executor, administrator or trustee of which is a US Person unless, in the case of trusts of which any professional fiduciary acting as trustee is a US Person, a trustee who is not a US Person has sole or shared investment discretion with respect of trust assets and no beneficiary of the trust (and no settler if the trust is revocable) is a US Person;

(d) any estate or trust the income of which from sources without the United States of America is includible in gross income for purposes of computing United States income tax payable by it;

(e) any agency or branch of a foreign entity located in the United States of America;

(f) any discretionary account or non-discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary located within or outside the United States of America for the benefit or account of a US Person;

(g) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary organised, incorporated or (if an individual) resident in the United States of America, except that any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held for the benefit or account of a non-US Person by a dealer or other professional fiduciary organised, incorporated (or if an individual) resident in the United States of America shall not be deemed a US Person;

(h) any firm, corporation or other entity, regardless of citizenship, domicile, situs or residence if, under the income tax laws of the United States of America from time to time in effect, any proportion of the income thereof would be taxable to a US Person even if not distributed, other than a passive foreign investment company;

(i) any partnership, corporation or other entity if (A) organised or incorporated under the laws of any foreign jurisdiction; and (B) owned or formed by a US Person or Persons principally for the purpose of investing in securities not registered under the US Securities Act of 1933 (including but not limited to Shares of the Fund);

(j) any employee benefit plan unless such employee benefit plan is established and administered in accordance with the law of a country other than the United States of America and customary practices and documentation of such country and is maintained primarily for the benefit of persons substantially all of whom are non-resident aliens with respect to the United States of America; and

(k) any other person or entity whose ownership of Shares or solicitation for ownership of Shares in FIDELITY INVESTMENTS INSTITUTIONAL SERVICES COMPANY INC., FIDELITY DISTRIBUTORS INTERNATIONAL LIMITED or the Fund, acting through their Officers or Directors, shall determine may violate any securities law of the United States of America or any state or other jurisdiction thereof.

US Person shall not include an Eligible Investor or any person or entity, notwithstanding the fact that such person or entity may come within any of the categories referred to above, as to whom FIDELITY DISTRIBUTORS INTERNATIONAL LIMITED or the Fund, acting through their Officers or Directors, shall determine that ownership of Shares or solicitation for ownership of Shares shall not violate any securities law of the United States of America or any state or other jurisdiction thereof.

As used herein, United States of America includes its states, commonwealths, territories, possessions and the District of Columbia.

Whenever used in these Articles, «three percent owner» means any person, firm or corporate body which as a legal or beneficial holder owns more than three percent of the number of shares of the Corporation from time to time outstanding.

Three percent owner as used herein shall not include any subscriber to shares of the Corporation issued in connection with organisation of the Corporation while such subscriber holds such shares or any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Corporation.»

11. Amend paragraph 4 of Article 10 of the Articles of Incorporation so as to read:



«If bearer shares are in issue, notice of meeting of shareholders will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in a Luxembourg newspaper ... sent to the holders of nominative shares eight days prior to the meeting ...»

12. Amend the first sentence of paragraph 4 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors from time to time shall appoint the officers and the Managing Directors of the Corporation ...».

13. Amend paragraph 5 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, fax or by any other electronic means ... This notice may be waived by the consent in writing by telegram, telex, fax or by any other electronic means of each director ...»

14. Amend paragraph 6 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... which appointment shall be in writing or in the form of a telegram or telex or fax or by any other electronic means. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference or video means and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.»

15. Amend Article 15 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation. The Board of Directors shall also have the power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation's assets, in accordance with Part I of the Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- a) the borrowings of the Corporation and the pledging of its assets; and
- b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made (i) in transferable securities/money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law; (ii) in transferable securities/money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public; (iii) in transferable securities/money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Australia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another market is regulated, in the countries referred to above, provided that such market operates regularly and is recognised and open to the public; (iv) in recently issued transferable securities/money market instruments provided the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue; and (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and as disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors of the Corporation may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of the Corporation in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation, or public international bodies of which one or more of such Member States of the European Union are members, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of the Corporation's total net assets.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation's assets being made with the aim to replicate certain stock indices or bond indices, provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in any appropriate manner.

The Corporation will not invest more than 10% of its net assets in units of undertakings for collective investment as defined in the Law.

When investments of the Corporation are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of unitholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law do not apply.»

16. Replacement of the words «law of thirtieth March one thousand nine hundred and eighty eight regarding collective investment undertakings» with «Law» in the first paragraph of Article 20 of the Articles of Incorporation.

17. Delete the words «with or without cause» from the end of the second paragraph of Article 20 of the Articles of Incorporation.

18. Amend the third sentence of the second paragraph of Article 21 of the Articles of incorporation so as to read:

«Shares of the capital of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.»

19. Delete the words «(such fee and estimate not to exceed one percent of such Net Asset Value)» from the end of the second sentence of the third paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation.

20. Replace the final paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation in its entirety with the following:  
«Further, redemption requests may be deferred under certain circumstances and within certain thresholds as detailed in the sales documents.»

21. Insert the following paragraphs after the current final paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation:  
«In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents. Such dilution levy should not exceed 5% of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.»

22. Insert the following paragraph at the end of Article 21 of the Articles of Incorporation:  
«There may be deducted from the Net Asset Value a fee payable to the Corporation with a maximum of 2%.»

23. Delete the words «, unless all such shareholders and their addresses are known to the Corporate» from the end of the second paragraph of Article 21.bis of the Articles of Incorporation.

24. Insert the following paragraph after paragraph nine of Article 22 of the Articles of Incorporation:  
«(g) in the event of the convening of an extraordinary general meeting of the shareholders for the purpose of winding up the Corporation as from the time of such convening.»

25. Amend the last sentence of Section B (ii) of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:  
«... securities are to be valued at fair market value in the opinion of the Corporation.»

26. Insert the following sentence after Section B (vi) of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«The Board of Directors is authorised to apply other appropriate valuation principles for the assets of the Corporation if the aforesaid valuation methods may not be applied or are inappropriate due to extraordinary circumstances or events.»

27. Amend the last paragraph of Article 22 Section C, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation so as to read:

«... any paying agent and permanent representatives in places of registration, directors, managing directors and officers, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, insurance, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, preparing and filing of Articles of Incorporation, ...»

28. Insert the following paragraph at the end of section G of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«The Net Asset Value may be adjusted as the Board of Directors may deem appropriate to reflect inter alia any dealing charges, including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholder transactions.»

29. Amend the first sentence of Article 22. bis of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors may decide that all or any part of the pool or pools of assets established for any class of shares referred to in section F. of Article twenty-two (hereafter referred to as «Participating Fund») will be managed on a pooled basis together with all or part of the pool or pools of assets established for another class of shares of the Corporation or for another Luxembourg collective investment scheme where it is appropriate ...»

30. Insert the following paragraph at the end of Article 23 of the Articles of Incorporation:

«In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents. Such dilution levy should not exceed 5% of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase requests.»

31. Amend Article 27 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Corporation shall enter into an investment management agreement with an entity of the Fidelity group (the «Fidelity Entity») under which agreement such Fidelity Entity will advise upon and manage the portfolio investments of the Corporation.

In the event of the non-conclusion or the termination of the investment management agreement in any manner whatsoever, the Corporation will at the request of the relevant Fidelity Entity change its name forthwith to a name not resembling the one specified in Article one hereof, specifically not including the word «Fidelity» or any similar word in any part thereof.

The investment management agreement shall contain provisions governing its amendment and termination.

This Article twenty-seven may not be amended or repealed, except by the affirmative vote of the holders of not less than two-thirds (2/3) of the shares of the Corporation present or represented at a shareholders' meeting called for such purpose at which the holders of not less than two-thirds (2/3) of the outstanding shares of the Corporation are present or represented and voting.

The management fee payable to the investment manager in respect of its services shall not, in respect of each separate pool of assets, exceed the rate specified in the sales documents of the Corporation applicable to the average of the Net Asset Value of the relevant pool of assets. Any increase of the management fee within the limits specified herein shall become effective only upon three months' notice given in writing to all registered shareholders.

The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the Law (the «Custodian») who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by the Law. All securities and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian agreement.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the Directors shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall

not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

If any cash forming part of the assets of the Corporation is deposited with any investment manager or any distributor of shares in the Corporation appointed by the Corporation or any Connected Person of any of them, interest must be granted on such deposit at a rate not below the prevailing rate for a deposit of that term and that currency.

Neither the Custodian nor the investment manager nor any Connected Person of any of them, shall vote their own shares in the Corporation at, or count towards the quorum for, a general meeting of shareholders at which they have a material interest. But this restriction shall not apply to shares held in a nominee capacity only when voting instructions are received from the owner nor in respect of any adjourned meeting where the initial meeting was inquorate ...»

32. Amend Article 30 of the Articles of Incorporation so as to read:

«All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on Commercial Companies and amendments thereto, as well as the Law.»

33. Consideration of such other business as may properly come before the meeting.

IV.- That the shareholders present or represented as well as the shares held by them are shown on an attendance list set up and certified by the members of the bureau which, after signature *ne varietur* by the shareholders present, the proxyholders of the shareholders represented and the bureau of the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies to be filed at the same time.

V.- That it results from that list that out of 42,760,664 shares of no par value outstanding on August 3, 2005, 1,649,521 shares are duly represented at this meeting. Pursuant to article 67-1 (2) of the Law of August 10, 1915, on commercial companies, the meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide upon the items of the agenda of the meeting, hereinafter reproduced, whatsoever be the represented part of capital.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting, after deliberation, passed the following resolutions.

*First resolution*

The General Meeting resolves to change the name of the Fund from FIDELITY FUNDS II SICAV to FIDELITY FUNDS II.

As a consequence thereof, Article 1 of the Articles of Association is amended as follows:

**Art. 1.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme qualifying as «société d'investissement à capital variable» under the name of FIDELITY FUNDS II

The present resolution is passed by 1,635,472 votes in favour, 3,142 votes against and 10,907 abstentions.

*Second resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 3 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The exclusive object of the Corporation is to invest the funds available to it in securities of all types, money market instruments, derivative instruments, cash and cash equivalents as well as other assets permitted by law with the purpose of spreading investment risk and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Corporation may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purposes to the fullest extent permitted by the law of 20th December 2002 on undertakings for collective investment (the «Law»).»

The present resolution is passed by 1,627,828 votes in favour, 10,786 votes against and 10,907 abstentions.

*Third resolution*

The General Meeting resolves to amend the second sentence of Article 4 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad ...»

The present resolution is passed by 1,634,131 votes in favour, 4,483 votes against and 10,907 abstentions.

*Fourth resolution*

The General Meeting resolves to amend the second paragraph of Article 5 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in United States dollars of 1,250,000 euro.»

The present resolution is passed by 1,626,786 votes in favour, 11,828 votes against and 10,907 abstentions.

*Fifth resolution*

The General Meeting resolves to delete paragraph 11 of Article 5 of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 1,625,608 votes in favour, 12,908 votes against and 11,005 abstentions.

*Sixth resolution*

The General Meeting resolves to the current paragraph 16 of Article 5 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... and other instruments of transfer satisfactory to the Corporation on the basis of which the Corporation may record the transfer in the Register of Shareholders or by written declaration of transfer recorded in the Register of Shareholders ...»

The present resolution is passed by 1,635,391 votes in favour, 3,210 votes against and 10,920 abstentions.

*Seventh resolution*

The General Meeting resolves to add the following sentence at the beginning of the current paragraph 17 of Article 5 of the current Articles of Incorporation:

«The Corporation only recognises one single owner per share.»

The present resolution is passed by 1,625,964 votes in favour, 12,637 votes against and 10,920 abstentions.

*Eighth resolution*

The General Meeting resolves to amend the first paragraph of Article 7 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... if in the opinion of the Corporation such holding may be detrimental to the Corporation or the majority of the shareholders thereof or of any class thereof, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof it may have adverse regulatory, tax or fiscal consequences, and in particular if the Corporation may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg. ...»

The present resolution is passed by 1,635,625 votes in favour, 2,976 votes against and 10,920 abstentions.

*Ninth resolution*

The General Meeting resolves to amend paragraph 2 of Article 7 D (1) of the Articles of Incorporation so as to read:

«... addressed to such shareholder at their last address known to or appearing in the Register of Shareholders of the Corporation ...»

The present resolution is passed by 1,635,625 votes in favour, 2,978 votes against and 10,918 abstentions.

*Tenth resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 8 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Whenever used in these Articles the term «U.S. person» means:

- (a) a citizen or resident of the United States of America;
- (b) a partnership, corporation, limited liability company or similar entity, organised or incorporated under the laws of the United States of America, or an entity taxed as such or subject to filing a tax return as such under the United States federal income tax laws;
- (c) any estate or trust the executor, administrator or trustee of which is a US Person unless, in the case of trusts of which any professional fiduciary acting as trustee is a US Person, a trustee who is not a US Person has sole or shared investment discretion with respect of trust assets and no beneficiary of the trust (and no settler if the trust is revocable) is a US Person;
- (d) any estate or trust the income of which from sources without the United States of America is includible in gross income for purposes of computing United States income tax payable by it;
- (e) any agency or branch of a foreign entity located in the United States of America;
- (f) any discretionary account or non-discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary located within or outside the United States of America for the benefit or account of a US Person;
- (g) any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held by a dealer or other fiduciary organised, incorporated or (if an individual) resident in the United States of America, except that any discretionary account or similar account (other than an estate or trust) held for the benefit or account of a non-US Person by a dealer or other professional fiduciary organised, incorporated (or if an individual) resident in the United States of America shall not be deemed a US Person;
- (h) any firm, corporation or other entity, regardless of citizenship, domicile, situs or residence if, under the income tax laws of the United States of America from time to time in effect, any proportion of the income thereof would be taxable to a US Person even if not distributed, other than a passive foreign investment company;
- (i) any partnership, corporation or other entity if (A) organised or incorporated under the laws of any foreign jurisdiction; and (B) owned or formed by a US Person or Persons principally for the purpose of investing in securities not registered under the US Securities Act of 1933 (including but not limited to Shares of the Fund);
- (j) any employee benefit plan unless such employee benefit plan is established and administered in accordance with the law of a country other than the United States of America and customary practices and documentation of such country and is maintained primarily for the benefit of persons substantially all of whom are non-resident aliens with respect to the United States of America; and
- (k) any other person or entity whose ownership of Shares or solicitation for ownership of Shares in Fidelity Investments Institutional Services Company Inc., Fidelity Distributors International Limited or the Fund, acting through their Officers or Directors, shall determine may violate any securities law of the United States of America or any state or other jurisdiction thereof.

US Person shall not include an Eligible Investor or any person or entity, notwithstanding the fact that such person or entity may come within any of the categories referred to above, as to whom Fidelity Distributors International Limited or the Fund, acting through their Officers or Directors, shall determine that ownership of Shares or solicitation for ownership of Shares shall not violate any securities law of the United States of America or any state or other jurisdiction thereof.

As used herein, United States of America includes its states, commonwealths, territories, possessions and the District of Columbia.

Whenever used in these Articles, «three percent owner» means any person, firm or corporate body which as a legal or beneficial holder owns more than three percent of the number of shares of the Corporation from time to time outstanding.

Three percent owner as used herein shall not include any subscriber to shares of the Corporation issued in connection with organisation of the Corporation while such subscriber holds such shares or any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Corporation.»

The present resolution is passed by 1,634,036 votes in favour, 4,565 votes against and 10,920 abstentions.

*Eleventh resolution*

The General Meeting resolves to amend paragraph 4 of Article 10 of the Articles of Incorporation so as to read:  
«If bearer shares are in issue, notice of meeting of shareholders will be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in a Luxembourg newspaper ... sent to the holders of nominative shares eight days prior to the meeting ...»

The present resolution is passed by 1,634,705 votes in favour, 3,909 votes against and 10,907 abstentions.

*Twelfth resolution*

The General Meeting resolves to amend the first sentence of paragraph 4 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors from time to time shall appoint the officers and the Managing Directors of the Corporation...».

The present resolution is passed by 1,632,580 votes in favour, 6,036 votes against and 10,905 abstentions.

*Thirteenth resolution*

The General Meeting resolves to amend paragraph 5 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, fax or by any other electronic means ... This notice may be waived by the consent in writing by telegram, telex, fax or by any other electronic means of each director ...»

The present resolution is passed by 1,634,709 votes in favour, 3,905 votes against and 10,907 abstentions.

*Fourteenth resolution*

The General Meeting resolves to amend paragraph 6 of Article 13 of the Articles of Incorporation so as to read:

«... which appointment shall be in writing or in the form of a telegram or telex or fax or by any other electronic means. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors using teleconference or video means and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.»

The present resolution is passed by 1,627,828 votes in favour, 10,786 votes against and 10,907 abstentions.

*Fifteenth resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 15 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation. The Board of Directors shall also have the power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Corporation's assets, in accordance with Part I of the Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- a) the borrowings of the Corporation and the pledging of its assets; and
- b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made (i) in transferable securities/money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law; (ii) in transferable securities/money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public; (iii) in transferable securities/money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Australia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another market is regulated, in the countries referred to above, provided that such market operates regularly and is recognised and open to the public; (iv) in recently issued transferable securities/money market instruments provided the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue; and (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and as disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors of the Corporation may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of the Corporation in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation, or public international bodies of which one or more of such Member States of the European Union are members, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of the Corporation's total net assets.

The Board of Directors may decide that investment of the Corporation's assets be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of Directors may decide that investments of the Corporation's assets being made with the aim to replicate certain stock indices or bond indices, provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in any appropriate manner.



The Corporation will not invest more than 10% of its net assets in units of undertakings for collective investment as defined in the Law.

When investments of the Corporation are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of unitholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law do not apply.»

The present resolution is passed by 1,627,213 votes in favour, 11,401 votes against and 10,907 abstentions.

*Sixteenth resolution*

The General Meeting resolves to replace the words «law of thirtieth March one thousand nine hundred and eighty eight regarding collective investment undertakings» with «Law» in the first paragraph of Article 20 of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 1,635,638 votes in favour, 2,978 votes against and 10,905 abstentions.

*Seventeenth resolution*

The General Meeting resolves to delete the words «with or without cause» from the end of the second paragraph of Article 20 of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 1,627,097 votes in favour, 11,401 votes against and 11,023 abstentions.

*Eighteenth resolution*

The General Meeting resolves to amend the third sentence of the second paragraph of Article 21 of the Articles of incorporation so as to read:

«Shares of the capital of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.»

The present resolution is passed by 1,634,888 votes in favour, 3,610 votes against and 11,023 abstentions.

*Nineteenth resolution*

The General Meeting resolves to delete the words «(such fee and estimate not to exceed one percent of such Net Asset Value)» from the end of the second sentence of the third paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 1,629,892 votes in favour, 19,341 votes against and 288 abstentions.

*Twentieth resolution*

The General Meeting resolves to replace the final paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation in its entirety with the following:

«Further, redemption requests may be deferred under certain circumstances and within certain thresholds as detailed in the sales documents.»

The present resolution is passed by 1,623,626 votes in favour, 25,673 votes against and 222 abstentions.

*Twenty-first resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraphs after the current final paragraph of Article 21 of the Articles of Incorporation:

«In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents. Such dilution levy should not exceed 5% of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.»

The present resolution is passed by 1,630,891 votes in favour, 18,489 votes against and 141 abstentions.

*Twenty-second resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraph at the end of Article 21 of the Articles of Incorporation:

«There may be deducted from the Net Asset Value a fee payable to the Corporation with a maximum of 2%.»

The present resolution is passed by 1,630,060 votes in favour, 19,337 votes against and 124 abstentions.

*Twenty-third resolution*

The General Meeting resolves to delete the words «, unless all such shareholders and their addresses are known to the Corporate» from the end of the second paragraph of Article 21.bis of the Articles of Incorporation.

The present resolution is passed by 1,635,483 votes in favour, 3,113 votes against and 10,925 abstentions.

*Twenty-fourth resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraph after paragraph nine of Article 22 of the Articles of Incorporation:

«(g) in the event of the convening of an extraordinary general meeting of the shareholders for the purpose of winding up the Corporation as from the time of such convening.»

The present resolution is passed by 1,627,328 votes in favour, 11,255 votes against and 10,938 abstentions.

*Twenty-fifth resolution*

The General Meeting resolves to amend the last sentence of Section B (ii) of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«...securities are to be valued at fair market value in the opinion of the Corporation.»

The present resolution is passed by 1,625,060 votes in favour, 13,470 votes against and 10,991 abstentions.

*Twenty-sixth resolution*

The General Meeting resolves to insert the following sentence after Section B (vi) of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«The Board of Directors is authorised to apply other appropriate valuation principles for the assets of the Corporation if the aforesaid valuation methods may not be applied or are inappropriate due to extraordinary circumstances or events.»

The present resolution is passed by 1,626,031 votes in favour, 23,366 votes against and 124 abstentions.

*Twenty-seventh resolution*

The General Meeting resolves to amend the last paragraph of Article 22 Section C, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation so as to read:

«... any paying agent and permanent representatives in places of registration, directors, managing directors and officers, any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, insurance, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, preparing and filing of Articles of Incorporation, ...»

The present resolution is passed by 1,634,437 votes in favour, 4,159 votes against and 10,925 abstentions.

*Twenty-eighth resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraph at the end of section G of Article 22, Valuation Regulations, of the Articles of Incorporation:

«The Net Asset Value may be adjusted as the Board of Directors may deem appropriate to reflect inter alia any dealing charges, including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholder transactions.»

The present resolution is passed by 1,621,795 votes in favour, 25,479 votes against and 2,247 abstentions.

*Twenty-ninth resolution*

The General Meeting resolves to amend the first sentence of Article 22. bis of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Board of Directors may decide that all or any part of the pool or pools of assets established for any class of shares referred to in section F. of Article twenty-two (hereafter referred to as «Participating Fund») will be managed on a pooled basis together with all or part of the pool or pools of assets established for another class of shares of the Corporation or for another Luxembourg collective investment scheme where it is appropriate ...»

The present resolution is passed by 1,626,434 votes in favour, 12,162 votes against and 10,925 abstentions.

*Thirtieth resolution*

The General Meeting resolves to insert the following paragraph at the end of Article 23 of the Articles of Incorporation:

«In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents. Such dilution levy should not exceed 5% of the Net Asset Value and will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase requests.»

The present resolution is passed by 1,622,672 votes in favour, 26,725 votes against and 124 abstentions.

*Thirty-first resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 27 of the Articles of Incorporation so as to read:

«The Corporation shall enter into an investment management agreement with an entity of the Fidelity group (the «Fidelity Entity») under which agreement such Fidelity Entity will advise upon and manage the portfolio investments of the Corporation.

In the event of the non-conclusion or the termination of the investment management agreement in any manner whatsoever, the Corporation will at the request of the relevant Fidelity Entity change its name forthwith to a name not resembling the one specified in Article one hereof, specifically not including the word «Fidelity» or any similar word in any part thereof.

The investment management agreement shall contain provisions governing its amendment and termination.

This Article twenty-seven may not be amended or repealed, except by the affirmative vote of the holders of not less than two-thirds (2/3) of the shares of the Corporation present or represented at a shareholders' meeting called for such purpose at which the holders of not less than two-thirds (2/3) of the outstanding shares of the Corporation are present or represented and voting.

The management fee payable to the investment manager in respect of its services shall not, in respect of each separate pool of assets, exceed the rate specified in the sales documents of the Corporation applicable to the average of the Net Asset Value of the relevant pool of assets. Any increase of the management fee within the limits specified herein shall become effective only upon three months' notice given in writing to all registered shareholders.

The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the Law (the «Custodian») who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by the Law. All securities and other assets of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian agreement.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board of Directors shall within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the Directors shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall

not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

If any cash forming part of the assets of the Corporation is deposited with any investment manager or any distributor of shares in the Corporation appointed by the Corporation or any Connected Person of any of them, interest must be granted on such deposit at a rate not below the prevailing rate for a deposit of that term and that currency.

Neither the Custodian nor the investment manager nor any Connected Person of any of them, shall vote their own shares in the Corporation at, or count towards the quorum for, a general meeting of shareholders at which they have a material interest. But this restriction shall not apply to shares held in a nominee capacity only when voting instructions are received from the owner nor in respect of any adjourned meeting where the initial meeting was inquorate ...»

The present resolution is passed by 1,634,841 votes in favour, 3,755 votes against and 10,925 abstentions.

#### *Thirty-second resolution*

The General Meeting resolves to amend Article 30 of the Articles of Incorporation so as to read:

«All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on Commercial Companies and amendments thereto, as well as the Law.»

The present resolution is passed by 1,634,907 votes in favour, 3,689 votes against and 10,925 abstentions.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at 10.00 a.m. In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergencies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

#### **Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille cinq, le trois août.

Par devant Nous, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société établie à Luxembourg sous la dénomination de FIDELITY FUNDS II SICAV, R.C.S. Luxembourg B 76.939, ayant son siège social à Luxembourg, constituée originairement sous la dénomination de FIDELITY ACCUMULATING MONEY FUND LIMITED, en date du 1<sup>er</sup> novembre 1991, conformément au Companies Act 1981 des Bermudes, et dont le siège social a été transféré au Luxembourg suivant acte reçu par le notaire dépositaire, en date du 6 juillet 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 566 du 8 août 2000.

Les statuts de ladite société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement du notaire André Schwachtgen, en date du 10 juillet 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 763 du 21 juillet 2003.

La séance est ouverte à 9.45 sous la présidence de Monsieur Mr Henk van Eldik, administrateur, demeurant à Mamer, Grand-Duché de Luxembourg,

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Nicola Phillips, employée privée, demeurant à Keiselpelt, Grand-Duché de Luxembourg,

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Mr Claude Hellers, administrateur, demeurant à Wormeldange, Grand-Duché de Luxembourg. Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'une première assemblée générale extraordinaire de la Société s'est tenue le 29 juin 2005 pour délibérer sur le même ordre du jour que celui ci-dessous reproduit. 43.562 actions sur les 42.866.289 actions sans désignation de valeur nominale en circulation le 29 juin étant seulement représentées à ladite assemblée, cette assemblée a été ajournée et a décidé de se réunir à nouveau en date de ce jour.

II.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par des annonces parues au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 639 du 1<sup>er</sup> juillet 2005 et Numéro 708 du 18 juillet 2005, ainsi qu'au «Luxemburger Wort» et au «Tageblatt» des 1<sup>er</sup> et 18 juillet 2005.

Les numéros justificatifs de ces publications ont été déposés au bureau de l'assemblée.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Modifier la dénomination du Fonds FIDELITY FUNDS II SICAV en FIDELITY FUNDS II, ainsi que l'Article 1 des Statuts conformément à ce changement.

2. Modifier l'Article 3 des Statuts par:

«L'objet exclusif de la Société est le placement de ses fonds disponibles dans des valeurs mobilières de tous types, dans des instruments du marché monétaire, des instruments dérivés, des liquidités et des quasi-liquidités, ainsi que dans d'autres avoirs autorisés par la loi, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion des actifs de la Société.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle juge utiles à l'accomplissement et au développement de son objet dans toute la mesure permise par la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placements collectifs (la «Loi»).»

3. Modifier la deuxième phrase de l'Article 4 des Statuts par:

«Des succursales ou autres bureaux peuvent être créés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger ...»

4. Modifier le deuxième paragraphe de l'Article 5 des Statuts par:

«Le capital social minimum de la Société sera l'équivalent en dollars des Etats-Unis de 1.250.000 euros.»

5. Supprimer le paragraphe 11 de l'Article 5 des Statuts.

6. Modifier le paragraphe 16 actuel de l'Article 5 des Statuts par:

« ... et autres documents de transfert jugés satisfaisants par la Société sur la base desquels la Société peut enregistrer le transfert dans le Registre des Actionnaires ou par déclaration écrite de transfert enregistrée au Registre des Actionnaires ...»

7. Ajout de la phrase suivante au début du paragraphe 17 actuel de l'Article 5 des Statuts existants:

«La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.»

8. Modifier le premier paragraphe de l'Article 7 des Statuts par:

« ... si, selon la Société, cette détention peut être préjudiciable à la Société ou à la majorité de ses actionnaires ou à une catégorie de ceux-ci, si elle peut entraîner une violation d'une disposition légale ou réglementaire luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résultait des conséquences fiscales ou réglementaires négatives, en particulier si la Société devait être soumise à des lois fiscales autres que celles du Grand-Duché de Luxembourg ...»

9. Modifier le paragraphe 2 de l'Article 7 D (1) des Statuts par:

«... adressé à cet actionnaire à sa dernière adresse connue ou apparaissant dans le Registre des Actionnaires de la Société ...»

10. Modifier l'Article 8 des Statuts par:

«Dès qu'il est utilisé dans ces Statuts, le terme «Personne américaine» signifie:

(g) tout citoyen ou toute personne résidant aux Etats-Unis d'Amérique;

(h) tout groupement, entreprise, société à responsabilité limitée ou entité similaire, organisé ou constitué selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, ou toute entité imposée en tant que telle ou soumise à une déclaration de revenus selon les lois fédérales sur l'imposition des revenus des Etats-Unis d'Amérique;

(i) toute succession ou trust dont l'exécuteur, l'administrateur ou le fiduciaire est une Personne américaine à moins que, dans le cas de trusts où tout représentant professionnel intervenant en qualité de fiduciaire est une Personne américaine, un fiduciaire, qui n'est pas une Personne américaine, détienne seul ou partage la capacité d'investissement des actifs du trust et aucun bénéficiaire du trust (ni constituant du trust si celui-ci est révocable) n'est une Personne américaine;

(d) toute succession ou trust dont les revenus, provenant de sources situées en dehors des Etats-Unis d'Amérique, doivent être intégrés dans les revenus bruts pour calculer les impôts sur les revenus à payer aux Etats-Unis d'Amérique;

(e) toute agence ou succursale d'une entité étrangère installée aux Etats-Unis d'Amérique;

(f) tout compte discrétionnaire ou non discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu par un intermédiaire ou fiduciaire installé aux ou en dehors des Etats-Unis d'Amérique, au bénéfice ou pour le compte d'une Personne américaine;

(g) tout compte discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu par un intermédiaire ou fiduciaire organisé, constitué ou (s'il s'agit d'une personne) résidant aux Etats-Unis d'Amérique, à l'exception de tout compte discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu au bénéfice ou pour le compte d'une Personne non américaine par un intermédiaire ou fiduciaire professionnel organisé, constitué ou (s'il s'agit d'une personne) résidant aux Etats-Unis d'Amérique, qui ne doit pas être considéré comme une Personne américaine;

(h) toute entreprise, société ou entité, indépendamment de la nationalité, du domicile, du statut ou de la résidence si, selon les lois sur l'impôt sur le revenu en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique, toute partie de ce revenu était imposable à une Personne américaine - même en cas de non distribution- autre qu'une société d'investissement étrangère passive;

(i) tout groupement, entreprise ou autre entité qui (A) est organisé ou constitué selon des lois étrangères; et (B) est détenu ou constitué par une ou des Personnes américaines, principalement dans le but d'investir dans des valeurs mobilières non enregistrées selon le «US Securities Act of 1933» (notamment les Actions de la Société);

(j) tout régime de prévoyance sociale sauf si ce régime est établi et géré conformément à la loi d'un pays autre que les Etats-Unis d'Amérique et aux pratiques et à la réglementation de ce pays, et qu'il est maintenu principalement au bénéfice de personnes qui sont toutes des étrangers non résidents des Etats-Unis d'Amérique; et

(k) toute personne ou entité dont la détention ou l'acquisition d'Actions de FIDELITY INVESTMENTS INSTITUTIONAL SERVICES COMPANY INC., FIDELITY DISTRIBUTORS INTERNATIONAL LIMITED ou de la Société, agissant par l'intermédiaire de leurs Directeurs ou Administrateurs, seraient considérées comme violant une loi sur les valeurs mobilières des Etats-Unis d'Amérique ou d'un état ou d'une autre juridiction de ce pays.

La définition de Personne américaine n'inclut pas un Investisseur Eligible ou toute autre personne ou entité, nonobstant le fait que cette personne ou entité pourrait être mentionnée dans une des catégories ci-dessus, si FIDELITY DISTRIBUTORS INTERNATIONAL LIMITED ou la Société, agissant par l'intermédiaire de leurs Directeurs ou Administrateurs, détermine que la détention ou l'acquisition des Actions n'enfreint pas une loi sur les valeurs mobilières des Etats-Unis d'Amérique ou d'un état ou d'une autre juridiction de ce pays.

Dans le présent document, le terme Etats-Unis d'Amérique inclut ses états, commonwealths, territoires, possessions et le District de Columbia.

Dès qu'il est utilisé dans ces Statuts, le terme «Détenteur à trois pour cent» signifie toute personne, firme ou entreprise qui, en tant que détenteur légal ou réel, détient plus de trois pour cent de la totalité des actions de la Société qui sont en circulation à ce moment.

Le Détenteur à trois pour cent, au sens employé dans ce document, n'inclut pas un souscripteur d'actions de la Société émises en relation avec la constitution de la Société quand, à l'occasion d'une émission d'actions par la Société, ce souscripteur détient ces actions ou qu'un négociant en valeurs mobilières acquiert des actions dans le but de les distribuer.»

11. Modifier le paragraphe 4 de l'Article 10 des Statuts par:

«Si des actions au porteur sont émises, l'avis de convocation à une assemblée des actionnaires sera publié dans le Mémorial Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg et dans un journal luxembourgeois ... envoyé aux détenteurs d'actions nominatives, huit jours avant l'assemblée ...»

12. Modifier la première phrase du paragraphe 4 de l'Article 13 des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration devra nommer de temps à autre les Directeurs et Directeurs Généraux de la Société ...»

13. Modifier le paragraphe 5 de l'Article 13 des Statuts par:

«L'avis d'une réunion du Conseil d'Administration sera transmis par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou autre moyen électronique ... Chaque administrateur peut renoncer à assister à cette réunion par consentement écrit envoyé par télégramme, télex, télécopie ou autre moyen électronique ...»

14. Modifier le paragraphe 6 de l'Article 13 des Statuts par:

«... en désignant par écrit ou par télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen électronique, un autre administrateur comme son mandataire. Un Administrateur peut assister à une réunion du Conseil d'Administration en utilisant la téléconférence ou la vidéo, et la participation à cette réunion en utilisant une telle méthode constitue une présence en personne à cette réunion.»

15. Modifier l'Article 15 des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration doit, selon le principe de répartition des risques, disposer du pouvoir de déterminer la politique sociale et d'investissement pour les placements concernant chaque catégorie d'actions, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans la gestion des affaires de la Société. Le Conseil d'Administration doit également pouvoir déterminer toute restriction applicable de temps à autre aux investissements des avoirs de la Société, conformément à la Partie I de la Loi, notamment les restrictions relatives:

a) aux emprunts de la Société et à la mise en gage de ses avoirs; et

b) au pourcentage maximal de ses avoirs qu'elle peut investir dans une forme ou une catégorie de valeurs mobilières quelconque et au pourcentage maximal d'une forme ou d'une catégorie de valeurs mobilières qu'elle peut acquérir.

Le Conseil d'Administration peut décider que les avoirs de la Société soient investis (i) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire côtés ou négociés sur un marché réglementé tel que défini par la Loi; (ii) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public; (iii) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse d'un autre pays d'Europe, d'Asie, d'Australie, d'Océanie, des Amériques, et d'Afrique, ou négociés sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public dans les pays mentionnés précédemment; (iv) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire nouvellement émis, à condition que les termes de l'émission stipulent que l'admission à la cote officielle d'une des bourses ou autres marchés réglementés mentionnés précédemment soit demandée et à condition que cette admission soit assurée dans l'année qui suit l'émission; et (v) dans tout autre titre, instrument ou autre avoir dans le cadre des restrictions qui sont déterminées par le Conseil d'Administration conformément aux lois et réglementations applicables et mentionnées dans les documents de vente de la Société.

Le Conseil d'Administration de la Société peut décider d'investir jusqu'à cent pour cent des actifs nets de la Société dans différentes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire, émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, ses collectivités publiques territoriales, un Etat non membre de l'Union Européenne, tel qu'accepté par l'autorité de supervision et mentionné dans les documents de vente de la Société, ou dans des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne sont membres, à condition que, si la Société décide d'utiliser cette clause, elle doit détenir les valeurs mobilières d'au moins six émissions différentes, sans que les valeurs mobilières d'une seule émission ne puissent dépasser trente pour cent de la totalité des actifs nets de la Société.

Le Conseil d'Administration peut décider que les actifs de la Société soient investis dans des instruments financiers dérivés, notamment les instruments assimilés donnant lieu à un règlement en espèces, négociés sur un marché réglementé tel que spécifié dans la Loi, et/ou dans des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, à condition que, entre autres, le sous-jacent consiste en des instruments couverts par l'Article 41 (1) de la Loi, en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou des devises, dans lesquels la Société pourra investir conformément à ses objectifs d'investissement, tel que mentionné dans les documents de vente de la Société.

Le Conseil d'Administration peut décider que les actifs de la Société sont investis dans le but de répliquer certains indices d'actions ou d'obligations, à condition que l'indice concerné soit reconnu par l'autorité de surveillance du Luxembourg sur la base qu'il est suffisamment diversifié, qu'il représente un étalon représentatif du marché auquel il se rapporte et qu'il soit publié de manière adaptée.

La Société n'investira pas plus de 10 % de ses actifs nets dans les parts des organismes de placements collectifs tels que définies par la Loi.

Quand les actifs de la Société sont investis dans le capital de ses filiales qui effectuent uniquement à son profit exclusif des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays dans lequel la filiale est située, en ce qui concerne le rachat des parts à la demande des porteurs, les paragraphes (1) et (2) de l'Article 48 de la Loi ne s'appliquent pas.»

16. Remplacer les termes «loi du trente mars mille neuf cent quatre-vingts huit concernant les organismes de placements collectifs» par «Loi» dans le premier paragraphe de l'Article 20 des Statuts.

17. Supprimer les termes «avec ou sans motif» dans le deuxième paragraphe de l'Article 20 des Statuts.

18. Modifier la troisième phrase du deuxième paragraphe de l'Article 21 des Statuts par:

«Les actions de la Société rachetées par la Société sont annulées.»

19. Supprimer les termes «(cette commission et estimation ne devant pas excéder un pour cent de cette Valeur Nette d'Inventaire)» à la fin de la deuxième phrase du troisième paragraphe de l'Article 21 des Statuts.



20. Remplacer entièrement le dernier paragraphe de l'Article 21 des Statuts par la phrase suivante:  
«Par ailleurs, les demandes de rachat peuvent être différées dans certaines circonstances et selon certains seuils, comme expliqué en détail dans les documents de vente.»
21. Insérer le paragraphe suivant après le dernier paragraphe actuel de l'Article 21 des Statuts:  
«Par ailleurs, des frais de dilution peuvent être imposés sur les transactions, comme indiqué dans les documents de vente. Ces frais de dilution ne doivent pas dépasser 5 % de la Valeur Nette d'Inventaire et sont calculés en prenant en compte l'estimation des coûts, des dépenses et de l'impact potentiel sur le prix des valeurs mobilières qui peuvent être supportés pour satisfaire les demandes de rachat et de conversion.»
22. Insérer le paragraphe suivant à la fin de l'Article 21 des Statuts:  
«Des frais payables à la Société de 2 % maximum peuvent être déduits de la Valeur Nette d'Inventaire.»
23. Supprimer les mots «à moins que tous ces actionnaires et leurs adresses ne soient connus de la Société» à la fin du deuxième paragraphe de l'Article 21.bis des Statuts.
24. Insérer le paragraphe suivant après le paragraphe neuf de l'Article 22 des Statuts:  
«(g) dans le cas d'une convocation à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dans le but de liquider la Société, dès la date de cette convocation.»
25. Modifier la dernière phrase de la Section B (ii) de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:  
« ... les valeurs mobilières doivent être évaluées à la juste valeur du marché de l'avis de la Société. »
26. Insérer la phrase suivante après la Section B (vi) de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:  
«Le Conseil d'Administration est autorisé à appliquer d'autres principes d'évaluation appropriés aux avoirs de la Société, si les méthodes d'évaluation précédemment mentionnées ne peuvent être appliquées ou sont inadéquates à cause de circonstances ou d'événements exceptionnels.»
27. Modifier le dernier paragraphe de l'Article 22, Section C, Règles d'évaluation, des Statuts par:  
«... tout agent de transfert, tout agent chargé du service financier et tous les représentants permanents aux lieux d'enregistrement, les administrateurs, directeurs généraux et directeurs, tout autre agent employé par la Société, les dépenses relatives aux services juridiques et de révision, les dépenses d'assurance, de promotion, d'impression, de déclaration et de publication, y compris le coût de la publicité ou de la préparation et de l'impression des prospectus, les notes explicatives ou les déclarations d'inscription, la préparation et le dépôt des Statuts, ...»
28. Insérer le paragraphe suivant à la fin de la Section G de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:  
«La Valeur Nette d'Inventaire peut être ajustée si le Conseil d'administration le juge approprié, pour refléter entre autres tous les frais de négociation, notamment les écarts de négociation, les frais fiscaux et l'impact potentiel du marché résultant des transactions des actionnaires.»
29. Modifier la première phrase de l'Article 22.bis des Statuts par:  
«Le Conseil d'Administration peut décider que toute ou partie de la masse ou des masses d'avoirs établies pour une catégorie d'actions, mentionnées dans la section F de l'Article vingt-deux (désignés dans la présente comme un «Fonds Participant»), sera gérée sur une base regroupée, conjointement à toute ou partie de la masse ou des masses d'avoirs établies pour une autre catégorie d'actifs de la Société ou un autre organisme de placements collectifs du Luxembourg si approprié ... »
30. Insérer le paragraphe suivant à la fin de l'Article 23 des Statuts:  
«Par ailleurs, des frais de dilution peuvent être imposés sur les transactions, comme indiqué dans les documents de vente. Ces frais de dilution ne doivent pas dépasser 5 % de la Valeur Nette d'Inventaire et sont calculés en prenant en compte l'estimation des coûts, des dépenses et de l'impact potentiel sur le prix des valeurs mobilières, qui peuvent être supportés pour satisfaire les demandes d'achat.»
31. Modifier l'Article 27 des Statuts par:  
«La Société doit conclure un contrat de gestion d'investissement avec une entité du groupe Fidelity («l'Entité Fidelity»), selon lequel cette Entité Fidelity fournit des conseils et s'occupe de la gestion des investissements du portefeuille de la Société.  
En cas de non conclusion ou de résiliation du contrat de gestion d'investissement, de quelque manière sur ce soit, la Société doit modifier, à la demande de l'Entité Fidelity appropriée, sa dénomination pour adopter une dénomination sans ressemblance avec celle spécifiée dans l'Article Premier de la présente, sans inclure spécifiquement le terme «Fidelity» ou autre mot semblable dans une partie quelconque de cette nouvelle dénomination.  
Le contrat de gestion d'investissement doit contenir des clauses régissant sa modification et sa résiliation.  
Cet Article vingt-sept ne peut être amendé ou révoqué, sauf par le vote positif des détenteurs d'au moins deux tiers (2/3) des actions de la Société, présents ou représentés à une assemblée des actionnaires convoquée à cet effet, pendant laquelle les détenteurs d'au moins deux tiers (2/3) des actions en circulation de la Société sont présents ou représentés et votent.  
La commission de gestion payable au gestionnaire des investissements pour ses services ne doit pas, pour chaque masse d'avoirs séparée, dépasser le taux spécifié dans les documents de vente de la Société, applicable à la moyenne de la Valeur Nette d'Inventaire de la masse d'avoirs appropriée. Toute augmentation de la commission de gestion dans les limites spécifiées au présent article est applicable uniquement sur préavis écrit de trois mois envoyé à tous les actionnaires inscrits.  
La Société doit conclure un contrat de dépositaire avec une banque ou un établissement d'épargne qui doit satisfaire aux exigences de la Loi (le «Dépositaire») et qui assume envers la Société et ses actionnaires les responsabilités prévues par la Loi. Toutes les valeurs mobilières et autres avoirs de la Société doivent être détenus par ou à l'ordre du Dépositaire. La commission payable au Dépositaire doit être déterminée dans le contrat du dépositaire.  
Si le Dépositaire désire démissionner, le Conseil d'Administration doit nommer dans les deux mois une autre institution financière qui agira en tant que dépositaire et, le Conseil doit nommer cette institution en lieu et place du dépo-

sitaire démissionnaire. Le Conseil d'Administration doit pouvoir mettre fin aux fonctions du Dépositaire nommé, mais ne peut le faire à moins que et jusqu'à ce qu'un dépositaire successeur soit nommé conformément à cette clause afin de reprendre sa mission.

Si des liquidités formant parties des avoirs de la Société sont déposées auprès d'un gestionnaire des investissements ou d'un distributeur d'actions de la Société, nommé par la Société, ou une de leurs Personnes Affiliées, un intérêt doit être accordé sur ce dépôt à un taux équivalent ou supérieur au taux en vigueur pour un dépôt de cette durée et libellé dans cette devise.

Ni le Dépositaire, ni le gestionnaire des investissements, ni une de leurs Personnes Affiliées, ne peut voter pour leurs propres actions de la Société ou pour être comptés dans le calcul d'un quorum, lors d'une assemblée générale des actionnaires dans laquelle ils disposent d'un intérêt important. Toutefois, cette restriction ne doit pas s'appliquer aux actions détenues en qualité de propriétaire apparent, si des instructions de vote sont reçues d'un propriétaire réel, ni en rapport avec une assemblée reportée quand le nombre de personnes présentes à l'assemblée initiale était insuffisant pour constituer un quorum ...»

32. Modifier l'Article 30 des Statuts par:

«Pour tous les sujets non régis par ces Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales et ses amendements, ainsi qu'à la Loi.»

33. Tout autre sujet présenté dans les formes à l'assemblée.

IV.- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

V.- Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur 42.760.664 actions sans désignation de valeur nominale en circulation à la date du 3 août 2005, 1.649.521 actions sont dûment représentées à la présente assemblée. Conformément à l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider, quelle que soit la portion du capital représentée, sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-dessus reproduit.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, a pris, après délibération, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination du Fonds FIDELITY FUNDS II SICAV en FIDELITY FUNDS II.

En conséquence, l'Article 1 des Statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite, une société sous la forme d'une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de FIDELITY FUNDS II.»

La présente résolution est passée avec 11.635.472 votes en faveur, 3.142 votes en défaveur et 10.907 abstentions.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 3 des Statuts par:

«L'objet exclusif de la Société est le placement de ses fonds disponibles dans des valeurs mobilières de tous types, dans des instruments du marché monétaire, des instruments dérivés, des liquidités et des quasi-liquidités, ainsi que dans d'autres avoirs autorisés par la loi, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion des actifs de la Société.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle juge utiles à l'accomplissement et au développement de son objet dans toute la mesure permise par la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placements collectifs (la «Loi»).»

La présente résolution est passée avec 1.627.828 votes en faveur, 10.786 votes en défaveur et 10.907 abstentions.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la deuxième phrase de l'Article 4 des Statuts par:

«Des succursales ou autres bureaux peuvent être créés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger ...»

La présente résolution est passée avec 1.634.131 votes en faveur, 4.483 votes en défaveur et 10.907 abstentions.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le deuxième paragraphe de l'Article 5 des Statuts par:

«Le capital social minimum de la Société sera l'équivalent en dollars des Etats-Unis de 1.250.000 euros.»

La présente résolution est passée avec 1.626.786 votes en faveur, 11.828 votes en défaveur et 10.907 abstentions.

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée Générale décide de supprimer le paragraphe 11 de l'Article 5 des Statuts.

La présente résolution est passée avec 1.625.608 votes en faveur, 12.908 votes en défaveur et 11.005 abstentions.

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 16 actuel de l'Article 5 des Statuts par:

«... et autres documents de transfert jugés satisfaisants par la Société sur la base desquels la Société peut enregistrer le transfert dans le Registre des Actionnaires ou par déclaration écrite de transfert enregistrée au Registre des Actionnaires ...»

La présente résolution est passée avec 1.635.391 votes en faveur, 3.210 votes en défaveur et 10.920 abstentions.

*Septième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'ajouter la phrase suivante au début du paragraphe 17 actuel de l'Article 5 des Statuts existants:

«La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.»

La présente résolution est passée avec 1.625.964 votes en faveur, 12.637 votes en défaveur et 10.920 abstentions.

*Huitième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le premier paragraphe de l'Article 7 des Statuts par:

« ... si, selon la Société, cette détention peut être préjudiciable à la Société ou à la majorité de ses actionnaires ou à une catégorie de ceux-ci, si elle peut entraîner une violation d'une disposition légale ou réglementaire luxembourgeoise ou étrangère, ou s'il en résultait des conséquences fiscales ou réglementaires négatives, en particulier si la Société devait être soumise à des lois fiscales autres que celles du Grand-Duché de Luxembourg ... »

La présente résolution est passée avec 1.635.625 votes en faveur, 2.976 votes en défaveur et 10.920 abstentions.

*Neuvième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 2 de l'Article 7 D (1) des Statuts par:

« ... adressé à cet actionnaire à sa dernière adresse connue ou apparaissant dans le Registre des Actionnaires de la Société ... »

La présente résolution est passée avec 1.635.625 votes en faveur, 2.978 votes en défaveur et 10.918 abstentions.

*Dixième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 8 des Statuts par:

«Dès qu'il est utilisé dans ces Statuts, le terme «Personne américaine» signifie:

- (a) tout citoyen ou toute personne résidant aux Etats-Unis d'Amérique;
- (b) tout groupement, entreprise, société à responsabilité limitée ou entité similaire, organisé ou constitué selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, ou toute entité imposée en tant que telle ou soumise à une déclaration de revenus selon les lois fédérales sur l'imposition des revenus des Etats-Unis d'Amérique;
- (c) toute succession ou trust dont l'exécuteur, l'administrateur ou le fiduciaire est une Personne américaine à moins que, dans le cas de trusts où tout représentant professionnel intervenant en qualité de fiduciaire est une Personne américaine, un fiduciaire, qui n'est pas une Personne américaine, détienne seul ou partage la capacité d'investissement des actifs du trust et aucun bénéficiaire du trust (ni constituant du trust si celui-ci est révocable) n'est une Personne américaine;
- (d) toute succession ou trust dont les revenus, provenant de sources situées en dehors des Etats-Unis d'Amérique, doivent être intégrés dans les revenus bruts pour calculer les impôts sur les revenus à payer aux Etats-Unis d'Amérique;
- (e) toute agence ou succursale d'une entité étrangère installée aux Etats-Unis d'Amérique;
- (f) tout compte discrétionnaire ou non discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu par un intermédiaire ou fiduciaire installé aux ou en dehors des Etats-Unis d'Amérique, au bénéfice ou pour le compte d'une Personne américaine;
- (g) tout compte discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu par un intermédiaire ou fiduciaire organisé, constitué ou (s'il s'agit d'une personne) résidant aux Etats-Unis d'Amérique, à l'exception de tout compte discrétionnaire ou similaire (autre qu'une succession ou un trust) détenu au bénéfice ou pour le compte d'une Personne non américaine par un intermédiaire ou fiduciaire professionnel organisé, constitué ou (s'il s'agit d'une personne) résidant aux Etats-Unis d'Amérique, qui ne doit pas être considéré comme une Personne américaine;
- (h) toute entreprise, société ou entité, indépendamment de la nationalité, du domicile, du statut ou de la résidence si, selon les lois sur l'impôt sur le revenu en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique, toute partie de ce revenu était imposable à une Personne américaine - même en cas de non distribution- autre qu'une société d'investissement étrangère passive;
- (i) tout groupement, entreprise ou autre entité qui (A) est organisé ou constitué selon des lois étrangères; et (B) est détenu ou constitué par une ou des Personnes américaines, principalement dans le but d'investir dans des valeurs mobilières non enregistrées selon le «US Securities Act of 1933» (notamment les Actions de la Société);
- (j) tout régime de prévoyance sociale sauf si ce régime est établi et géré conformément à la loi d'un pays autre que les Etats-Unis d'Amérique et aux pratiques et à la réglementation de ce pays, et qu'il est maintenu principalement au bénéfice de personnes qui sont toutes des étrangers non résidents des Etats-Unis d'Amérique; et
- (k) toute personne ou entité dont la détention ou l'acquisition d'Actions de FIDELITY INVESTMENTS INSTITUTIONAL SERVICES COMPANY INC., FIDELITY DISTRIBUTORS INTERNATIONAL LIMITED ou de la Société, agissant par l'intermédiaire de leurs Directeurs ou Administrateurs, seraient considérées comme violant une loi sur les valeurs mobilières des Etats-Unis d'Amérique ou d'un état ou d'une autre juridiction de ce pays.

La définition de Personne américaine n'inclut pas un Investisseur Eligible ou toute autre personne ou entité, nonobstant le fait que cette personne ou entité pourrait être mentionnée dans une des catégories ci-dessus, si Fidelity Distributors International Limited ou la Société, agissant par l'intermédiaire de leurs Directeurs ou Administrateurs, détermine que la détention ou l'acquisition des Actions n'enfreint pas une loi sur les valeurs mobilières des Etats-Unis d'Amérique ou d'un état ou d'une autre juridiction de ce pays.

Dans le présent document, le terme Etats-Unis d'Amérique inclut ses états, commonwealths, territoires, possessions et le District de Columbia.

Dès qu'il est utilisé dans ces Statuts, le terme «Détenteur à trois pour cent» signifie toute personne, firme ou entreprise qui, en tant que détenteur légal ou réel, détient plus de trois pour cent de la totalité des actions de la Société qui sont en circulation à ce moment.

Le Détenteur à trois pour cent, au sens employé dans ce document, n'inclut pas un souscripteur d'actions de la Société émises en relation avec la constitution de la Société quand, à l'occasion d'une émission d'actions par la Société, ce souscripteur détient ces actions ou qu'un négociant en valeurs mobilières acquiert des actions dans le but de les distribuer.»

La présente résolution est passée avec 1.634.036 votes en faveur, 4.565 votes en défaveur et 10.920 abstentions.

#### *Onzième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 4 de l'Article 10 des Statuts par:

«Si des actions au porteur sont émises, l'avis de convocation à une assemblée des actionnaires sera publié dans le Mémorial Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg et dans un journal luxembourgeois... envoyé aux détenteurs d'actions nominatives, huit jours avant l'assemblée ... »

La présente résolution est passée avec 1.634.705 votes en faveur, 3.909 votes en défaveur et 10.907 abstentions.

#### *Douzième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la première phrase du paragraphe 4 de l'Article 13 des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration devra nommer de temps à autre les Directeurs et Directeurs Généraux de la Société ...»

La présente résolution est passée avec 1.632.580 votes en faveur, 6.036 votes en défaveur et 10.905 abstentions.

#### *Treizième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 5 de l'Article 13 des Statuts par:

«L'avis d'une réunion du Conseil d'Administration sera transmis par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou autre moyen électronique ... Chaque administrateur peut renoncer à assister à cette réunion par consentement écrit envoyé par télégramme, télex, télécopie ou autre moyen électronique ... »

La présente résolution est passée avec 1.634.709 votes en faveur, 3.905 votes en défaveur et 10.907 abstentions.

#### *Quatorzième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le paragraphe 6 de l'Article 13 des Statuts par:

«... en désignant par écrit ou par télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen électronique, un autre administrateur comme son mandataire. Un Administrateur peut assister à une réunion du Conseil d'Administration en utilisant la téléconférence ou la vidéo, et la participation à cette réunion en utilisant une telle méthode constitue une présence en personne à cette réunion.»

La présente résolution est passée avec 1.627.828 votes en faveur, 10.786 votes en défaveur et 10.907 abstentions.

#### *Quinzième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 15 des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration doit, selon le principe de répartition des risques, disposer du pouvoir de déterminer la politique sociale et d'investissement pour les placements concernant chaque catégorie d'actions, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans la gestion des affaires de la Société. Le Conseil d'Administration doit également pouvoir déterminer toute restriction applicable de temps à autre aux investissements des avoirs de la Société, conformément à la Partie I de la Loi, notamment les restrictions relatives:

a) aux emprunts de la Société et à la mise en gage de ses avoirs; et

b) au pourcentage maximal de ses avoirs qu'elle peut investir dans une forme ou une catégorie de valeurs mobilières quelconque et au pourcentage maximal d'une forme ou d'une catégorie de valeurs mobilières qu'elle peut acquérir.

Le Conseil d'Administration peut décider que les avoirs de la Société soient investis (i) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire côtés ou négociés sur un marché réglementé tel que défini par la Loi; (ii) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public; (iii) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse d'un autre pays d'Europe, d'Asie, d'Australie, d'Océanie, des Amériques, et d'Afrique, ou négociés sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public dans les pays mentionnés précédemment; (iv) dans des valeurs mobilières/instruments du marché monétaire nouvellement émis, à condition que les termes de l'émission stipulent que l'admission à la cote officielle d'une des bourses ou autres marchés réglementés mentionnés précédemment soit demandée et à condition que cette admission soit assurée dans l'année qui suit l'émission; et (v) dans tout autre titre, instrument ou autre avoir dans le cadre des restrictions qui sont déterminées par le Conseil d'Administration conformément aux lois et réglementations applicables et mentionnées dans les documents de vente de la Société.

Le Conseil d'Administration de la Société peut décider d'investir jusqu'à cent pour cent des actifs nets de la Société dans différentes valeurs mobilières et instruments du marché monétaire, émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, ses collectivités publiques territoriales, un Etat non membre de l'Union Européenne, tel qu'accepté par l'autorité de supervision et mentionné dans les documents de vente de la Société, ou dans des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne sont membres, à condition que, si la Société décide d'utiliser cette clause, elle doit détenir les valeurs mobilières d'au moins six émissions différentes, sans que les valeurs mobilières d'une seule émission ne puissent dépasser trente pour cent de la totalité des actifs nets de la Société.

Le Conseil d'Administration peut décider que les actifs de la Société soient investis dans des instruments financiers dérivés, notamment les instruments assimilés donnant lieu à un règlement en espèces, négociés sur un marché régle-

menté tel que spécifié dans la Loi, et/ou dans des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, à condition que, entre autres, le sous-jacent consiste en des instruments couverts par l'Article 41 (1) de la Loi, en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou des devises, dans lesquels la Société pourra investir conformément à ses objectifs d'investissement, tel que mentionné dans les documents de vente de la Société.

Le Conseil d'Administration peut décider que les actifs de la Société sont investis dans le but de répliquer certains indices d'actions ou d'obligations, à condition que l'indice concerné soit reconnu par l'autorité de surveillance du Luxembourg sur la base qu'il est suffisamment diversifié, qu'il représente un étalon représentatif du marché auquel il se rapporte et qu'il soit publié de manière adaptée.

La Société n'investira pas plus de 10 % de ses actifs nets dans les parts des organismes de placements collectifs tels que définies par la Loi.

Quand les actifs de la Société sont investis dans le capital de ses filiales qui effectuent uniquement à son profit exclusif des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays dans lequel la filiale est située, en ce qui concerne le rachat des parts à la demande des porteurs, les paragraphes (1) et (2) de l'Article 48 de la Loi ne s'appliquent pas.»

La présente résolution est passée avec 1.627.213 votes en faveur, 11.401 votes en défaveur et 10.907 abstentions.

*Seizième résolution*

L'Assemblée Générale décide de remplacer les termes «loi du trente mars mille neuf cent quatre-vingts huit concernant les organismes de placements collectifs» par «Loi» dans le premier paragraphe de l'Article 20 des Statuts.

La présente résolution est passée avec 1.635.638 votes en faveur, 2.978 votes en défaveur et 10.905 abstentions.

*Dix-septième résolution*

L'Assemblée Générale décide de supprimer les termes «avec ou sans motif» dans le deuxième paragraphe de l'Article 20 des Statuts.

La présente résolution est passée avec 1.627.097 votes en faveur, 11.401 votes en défaveur et 11.023 abstentions.

*Dix-huitième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la troisième phrase du deuxième paragraphe de l'Article 21 des Statuts par: «Les actions de la Société rachetées par la Société sont annulées.»

La présente résolution est passée avec 1.634.888 votes en faveur, 3.610 votes en défaveur et 11.023 abstentions.

*Dix-neuvième résolution*

L'Assemblée Générale décide de supprimer les termes «(cette commission et estimation ne devant pas excéder un pour cent de cette Valeur Nette d'Inventaire)» à la fin de la deuxième phrase du troisième paragraphe de l'Article 21 des Statuts.

La présente résolution est passée avec 1.629.892 votes en faveur, 19.341 votes en défaveur et 288 abstentions.

*Vingtième résolution*

L'Assemblée Générale décide de remplacer entièrement le dernier paragraphe de l'Article 21 des Statuts par la phrase suivante:

«Par ailleurs, les demandes de rachat peuvent être différées dans certaines circonstances et selon certains seuils, comme expliqué en détail dans les documents de vente.»

La présente résolution est passée avec 1.623.626 votes en faveur, 25.673 votes en défaveur et 222 abstentions.

*Vint et unième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant après le dernier paragraphe actuel de l'Article 21 des Statuts:

«Par ailleurs, des frais de dilution peuvent être imposés sur les transactions, comme indiqué dans les documents de vente. Ces frais de dilution ne doivent pas dépasser 5% de la Valeur Nette d'Inventaire et sont calculés en prenant en compte l'estimation des coûts, des dépenses et de l'impact potentiel sur le prix des valeurs mobilières qui peuvent être supportés pour satisfaire les demandes de rachat et de conversion.»

La présente résolution est passée avec 1.630.891 votes en faveur, 18.489 votes en défaveur et 141 abstentions.

*Vingt-deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant à la fin de l'Article 21 des Statuts:

«Des frais payables à la Société de 2 % maximum peuvent être déduits de la Valeur Nette d'Inventaire.»

La présente résolution est passée avec 1.630.060 votes en faveur, 19.337 votes en défaveur et 124 abstentions.

*Vingt-troisième résolution*

L'Assemblée Générale décide de supprimer les mots «à moins que tous ces actionnaires et leurs adresses ne soient connus de la Société» à la fin du deuxième paragraphe de l'Article 21.bis des Statuts.

La présente résolution est passée avec 1.635.483 votes en faveur, 3.113 votes en défaveur et 10.925 abstentions.

*Vingt-quatrième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant après le paragraphe neuf de l'Article 22 des Statuts:

«(g) dans le cas d'une convocation à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dans le but de liquider la Société, dès la date de cette convocation.»

La présente résolution est passée avec 1.627.328 votes en faveur, 11.255 votes en défaveur et 10.938 abstentions.

*Vingt-cinquième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la dernière phrase de la Section B (ii) de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:



« ... les valeurs mobilières doivent être évaluées à la juste valeur du marché de l'avis de la Société.»

La présente résolution est passée avec 1.625.060 votes en faveur, 13.470 votes en défaveur et 10.991 abstentions.

*Vingt-sixième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer la phrase suivante après la Section B (vi) de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:

«Le Conseil d'Administration est autorisé à appliquer d'autres principes d'évaluation appropriés aux avoirs de la Société, si les méthodes d'évaluation précédemment mentionnées ne peuvent être appliquées ou sont inadaptées à cause de circonstances ou d'événements exceptionnels.»

La présente résolution est passée avec 1.626.031 votes en faveur, 23.366 votes en défaveur et 124 abstentions.

*Vingt-septième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier le dernier paragraphe de l'Article 22, Section C, Règles d'évaluation, des Statuts par:

«... tout agent de transfert, tout agent chargé du service financier et tous les représentants permanents aux lieux d'enregistrement, les administrateurs, directeurs généraux et directeurs, tout autre agent employé par la Société, les dépenses relatives aux services juridiques et de révision, les dépenses d'assurance, de promotion, d'impression, de déclaration et de publication, y compris le coût de la publicité ou de la préparation et de l'impression des prospectus, les notes explicatives ou les déclarations d'inscription, la préparation et le dépôt des Statuts, ...»

La présente résolution est passée avec 1.634.437 votes en faveur, 4.159 votes en défaveur et 10.925 abstentions.

*Vingt-huitième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant à la fin de la Section G de l'Article 22, Règles d'évaluation, des Statuts:

«La Valeur Nette d'Inventaire peut être ajustée si le Conseil d'administration le juge approprié, pour refléter entre autres tous les frais de négociation, notamment les écarts de négociation, les frais fiscaux et l'impact potentiel du marché résultant des transactions des actionnaires.»

La présente résolution est passée avec 1.621.795 votes en faveur, 25.479 votes en défaveur et 2.247 abstentions.

*Vingt-neuvième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier la première phrase de l'Article 22.bis des Statuts par:

«Le Conseil d'Administration peut décider que toute ou partie de la masse ou des masses d'avoirs établies pour une catégorie d'actions, mentionnées dans la section F de l'Article vingt-deux (désignés dans la présente comme un «Fonds Participant»), sera gérée sur une base regroupée, conjointement à toute ou partie de la masse ou des masses d'avoirs établies pour une autre catégorie d'actifs de la Société ou un autre organisme de placements collectifs du Luxembourg si approprié ...»

La présente résolution est passée avec 1.626.434 votes en faveur, 12.162 votes en défaveur et 10.925 abstentions.

*Trentième résolution*

L'Assemblée Générale décide d'insérer le paragraphe suivant à la fin de l'Article 23 des Statuts:

«Par ailleurs, des frais de dilution peuvent être imposés sur les transactions, comme indiqué dans les documents de vente. Ces frais de dilution ne doivent pas dépasser 5% de la Valeur Nette d'Inventaire et sont calculés en prenant en compte l'estimation des coûts, des dépenses et de l'impact potentiel sur le prix des valeurs mobilières, qui peuvent être supportés pour satisfaire les demandes d'achat.»

La présente résolution est passée avec 1.622.672 votes en faveur, 26.725 votes en défaveur et 124 abstentions.

*Trente et unième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 27 des Statuts par:

«La Société doit conclure un contrat de gestion d'investissement avec une entité du groupe Fidelity («l'Entité Fidelity»), selon lequel cette Entité Fidelity fournit des conseils et s'occupe de la gestion des investissements du portefeuille de la Société.

En cas de non conclusion ou de résiliation du contrat de gestion d'investissement, de quelque manière sur ce soit, la Société doit modifier, à la demande de l'Entité Fidelity appropriée, sa dénomination pour adopter une dénomination sans ressemblance avec celle spécifiée dans l'Article Premier de la présente, sans inclure spécifiquement le terme «Fidelity» ou autre mot semblable dans une partie quelconque de cette nouvelle dénomination.

Le contrat de gestion d'investissement doit contenir des clauses régissant sa modification et sa résiliation.

Cet Article vingt-sept ne peut être amendé ou révoqué, sauf par le vote positif des détenteurs d'au moins deux tiers (2/3) des actions de la Société, présents ou représentés à une assemblée des actionnaires convoquée à cet effet, pendant laquelle les détenteurs d'au moins deux tiers (2/3) des actions en circulation de la Société sont présents ou représentés et votent.

La commission de gestion payable au gestionnaire des investissements pour ses services ne doit pas, pour chaque masse d'avoirs séparée, dépasser le taux spécifié dans les documents de vente de la Société, applicable à la moyenne de la Valeur Nette d'Inventaire de la masse d'avoirs appropriée. Toute augmentation de la commission de gestion dans les limites spécifiées au présent article est applicable uniquement sur préavis écrit de trois mois envoyé à tous les actionnaires inscrits.

La Société doit conclure un contrat de dépositaire avec une banque ou un établissement d'épargne qui doit satisfaire aux exigences de la Loi (le «Dépositaire») et qui assume envers la Société et ses actionnaires les responsabilités prévues par la Loi. Toutes les valeurs mobilières et autres avoirs de la Société doivent être détenus par ou à l'ordre du Dépositaire. La commission payable au Dépositaire doit être déterminée dans le contrat du dépositaire.

Si le Dépositaire désire démissionner, le Conseil d'Administration doit nommer dans les deux mois une autre institution financière qui agira en tant que dépositaire et, le Conseil doit nommer cette institution en lieu et place du dépositaire démissionnaire. Le Conseil d'Administration doit pouvoir mettre fin aux fonctions du Dépositaire nommé, mais

ne peut le faire à moins que et jusqu'à ce qu'un dépositaire successeur soit nommé conformément à cette clause afin de reprendre sa mission.

Si des liquidités formant parties des avoirs de la Société sont déposées auprès d'un gestionnaire des investissements ou d'un distributeur d'actions de la Société, nommé par la Société, ou une de leurs Personnes Affiliées, un intérêt doit être accordé sur ce dépôt à un taux équivalent ou supérieur au taux en vigueur pour un dépôt de cette durée et libellé dans cette devise.

Ni le Dépositaire, ni le gestionnaire des investissements, ni une de leurs Personnes Affiliées, ne peut voter pour leurs propres actions de la Société ou pour être comptés dans le calcul d'un quorum, lors d'une assemblée générale des actionnaires dans laquelle ils disposent d'un intérêt important. Toutefois, cette restriction ne doit pas s'appliquer aux actions détenues en qualité de propriétaire apparent, si des instructions de vote sont reçues d'un propriétaire réel, ni en rapport avec une assemblée reportée quand le nombre de personnes présentes à l'assemblée initiale était insuffisant pour constituer un quorum ...»

La présente résolution est passée avec 1.634.841 votes en faveur, 3.755 votes en défaveur et 10.925 abstentions.

*Trente-deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide de modifier l'Article 30 des Statuts par:

«Pour tous les sujets non régis par ces Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales et ses amendements, ainsi qu'à la Loi.»

La présente résolution est passée avec 1.634.907 votes en faveur, 3.689 votes en défaveur et 10.925 abstentions.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 10.00 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire la présente minute.

Signé: H. van Eldik, N. Phillips, C. Hellers, J. Hamelius, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 4 août 2005, vol. 25CS, fol. 20, case 7. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2005.

A. Schwachtgen.

(071969.3/230/1159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2005.

**FIDELITY FUNDS II, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. FIDELITY FUNDS II SICAV).**

Siège social: L-1021 Luxembourg, place de l'Etoile.

R. C. Luxembourg B 76.939.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1314 du 3 août 2005 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(071971.3/230/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 2005.

**ERI BANCAIRE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 30.912.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

de notre société qui se tiendra au siège social en date du 31 août 2005 à 10.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les opérations et la situation de la société d'une part et de la société et de ses filiales, d'autre part, arrêtées au 31 décembre 2004;
2. Lecture du rapport de révision sur les comptes consolidés au 31 décembre 2004;
3. Approbation des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2004, tels qu'établis par le Conseil d'Administration;
4. Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises;
5. Divers.

*Pour le Conseil d'Administration*

Signature

*Un mandataire*

I (03551/1161/19)

**ATAYO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 38.966.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 26 août 2005 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 2005, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2005.
4. Démission d'Administrateurs et décharge à leur donner.
5. Nomination de nouveaux Administrateurs.
6. Divers.

I (03503/1023/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**MMB S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.  
R. C. Luxembourg B 29.898.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, 3, rue du Fort Rheinsheim à L-2419 Luxembourg, le 26 août 2005 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilans, comptes de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2004;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Elections statutaires;
5. Divers.

I (03593/317/17)

*Le conseil d'administration.*

**LACUNA SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.  
H. R. Luxemburg B 74.776.

Hiermit wird allen Anteilhabern der LACUNA SICAV (die «Investmentgesellschaft») mitgeteilt, dass eine

**AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG**

am 29. August 2005 um 14.40 Uhr am Gesellschaftssitz 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

*Tagesordnung:*

1. Beschluss über die Neufassung der Satzung.  
Ein Entwurf der neuen Satzung ist auf Anfrage bei der Investmentgesellschaft erhältlich.
2. Verschiedenes

Die Punkte, der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Anteile sowie eine Zweidrittelmehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zweidrittelmehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile getroffen.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Geschäftstage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre, oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 25. August 2005 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der LACUNA SICAV (DZ BANK INTERNATIONAL S.A.) unter der Telefonnummer 00352 / 44 903 - 4021 oder unter der Fax-Nummer 00352 / 44 903 - 4009 angefordert werden.

Luxemburg, im August 2005.  
I (03610/755/31)

Der Verwaltungsrat.

**StarPlus SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.  
H. R. Luxemburg B 72.359.

Hiermit wird allen Anteilhabern der StarPlus SICAV (die «Investmentgesellschaft») mitgeteilt, dass eine

**AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG**

am 29. August 2005 um 14.50 Uhr am Gesellschaftssitz 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

*Tagesordnung:*

1. Beschluss über die Neufassung der Satzung.  
Ein Entwurf der neuen Satzung ist auf Anfrage bei der Investmentgesellschaft erhältlich.
2. Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds.
3. Verschiedenes.

Die Punkte, der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Anteile sowie eine Zweidrittelmehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zweidrittelmehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile getroffen.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Geschäftstage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre, oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 25. August 2005 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der StarPlus SICAV (DZ BANK INTERNATIONAL S.A.) unter der Telefonnummer 00352 / 44 903 - 4021 oder unter der Fax-Nummer 00352 / 44 903 - 4009 angefordert werden.

Luxemburg, im August 2005.  
I (03611/755/32)

Der Verwaltungsrat.

**DG LUX MULTIMANAGER I SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.  
H. R. Luxemburg B 58.249.

Hiermit wird allen Anteilhabern der DG LUX MULTIMANAGER I SICAV (die «Investmentgesellschaft») mitgeteilt, dass eine

**AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG**

am 29. August 2005 um 14.30 Uhr am Gesellschaftssitz 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

*Tagesordnung:*

1. Beschluss über die Neufassung der Satzung der Investmentgesellschaft im Hinblick auf die Anforderungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002. Ein Entwurf der neuen Satzung ist auf Anfrage bei der Investmentgesellschaft erhältlich.
2. Umbenennung der DG LUX MULTIMANAGER I SICAV in MULTIADVISOR SICAV.
3. Übertrag der Teilfonds DG LUX MULTIMANAGER I SICAV-Lacuna APO Biotech Subfund und DG LUX MULTIMANAGER I SICAV-Lacuna North American Real Estate Subfund in die LACUNA SICAV
4. Übertrag des Teilfonds DG LUX MULTIMANAGER I SICAV-Starpoint in die StarPlus SICAV
5. Auskopplung des Teilfonds DG Lux Multimanager I-AHW Top-Dividend Low-5 International aus der DG LUX MULTIMANAGER I SICAV und Übertrag an eine andere Gesellschaft.
6. Verschiedenes

Die Punkte, der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Anteile sowie eine Zweidrittelmehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen

Anteile. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zweidrittelmehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile getroffen.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Geschäftstage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre, oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 25. August 2005 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der DG LUX MULTIMANAGER I SICAV (DZ BANK INTERNATIONAL S.A.) unter der Telefonnummer 00352 / 44 903 - 4021 oder unter der Fax-Nummer 00352 / 44 903 - 4009 angefordert werden.

Luxemburg, im August 2005.

I (03612/755/39)

Der Verwaltungsrat.

**MERRILL LYNCH INTERNATIONAL INVESTMENT FUNDS,  
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Senningerberg, 6D, route de Trèves.  
R. C. Luxembourg B 6.317.

Dear shareholder,

Due to the lack of quorum, the extraordinary general meeting convened on 9 August 2005, was not able to validly decide on its agenda. Thus, the shareholders are convened to attend a

**SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders of MERRILL LYNCH INTERNATIONAL INVESTMENT FUNDS (the «Company») to be held on 12 September 2005, at 11.00 a.m. at the registered office of the Company for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. To submit the Company to Part I of the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment and to correspondingly reword Article 3 of the Company's Articles of Incorporation, that Article 3 shall read as follows:  
«**Art. 3.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Article 41 paragraph (1) of the law of 20 December 2002 regarding collective investment undertakings or any legislative replacements or amendments thereof (the «2002 Law») with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its portfolio.  
The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2002 Law.»
2. To further amend the Company's Articles of Incorporation in order to reflect the resolution to be adopted under item 1 of the agenda and, generally, to bring them up-to-date.
3. To adopt a new version of the Company's Articles of Incorporation as per the full draft text of the Company's Articles of Incorporation reflecting all the changes that is available for inspection at the registered office of the Company without charge.
4. That the effective date of the changes be from midnight on 16 September 2005.
5. To transact any other business.

The resolutions shall be passed without a quorum, by a majority of two-thirds of the shares represented.

Proxies should be sent to the Transfer Agent Department of J.P. MORGAN BANK LUXEMBOURG S.A., at its address above, to fax number +352 46 26 85976 by no later than 8 September 2005, with the originals to follow by mail.  
I (03613/755/34)

The Board of Directors.